



Rapport sur les Orientations Budgétaires

Année 2023

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES INTERCO NORMANDIE SUD EURE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) doit permettre aux élus locaux d'avoir une vision de l'environnement juridique et financier de la collectivité mais aussi d'appréhender les différents éléments de contexte pesant sur la préparation budgétaire de l'année à venir. Dans les deux mois qui précèdent l'adoption du budget primitif (article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales), les conseillers communautaires sont invités à débattre, à partir de l'évolution du contexte financier et budgétaire, des orientations proposées pour l'élaboration du budget à venir.

Sommaire

INTRODUCTION : Contexte macro-économique

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

2.2 - Soldes financiers

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

2.4 - Endettement

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

3.2 - Epargne brute

3.3 - Effet de ciseau

4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

4.2 - Annuités de la dette

4.3 - Ratio de désendettement

5 - LA FISCALITE DIRECTE

5.1 - L'évolution des bases

5.2 - Evolution des taux et des produits

6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

6.1 - Les recettes de fonctionnement

6.2 - Les dépenses de fonctionnement

7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

7.1 - Les recettes d'investissement

7.2 - Les dépenses d'investissement

8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

8.2 - Les financeurs du PPI

8.3 - Le coût net annuel

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

10- LA MASSE SALARIALE

Contexte macro-économique

Nuages ou éclaircies en 2023 ?

- L'année 2022 a été caractérisée par un choc géopolitique majeur (la guerre en Ukraine) et une crise énergétique dont l'impact peut être rapproché du 1er choc pétrolier au début des années 1970. Il en résulte une envolée de l'inflation, qui a conduit à un resserrement monétaire à marche forcée.

Deux facteurs ont cependant permis d'amortir jusqu'ici les effets négatifs de ces chocs.

Outre-Atlantique, les ménages ont continué à consommer en puisant dans l'épargne accumulée lors de la crise Covid.

En Europe, les gouvernements ont tenté de limiter l'impact de la crise énergétique sur les ménages et les entreprises par diverses mesures, pour un montant total d'environ 600 Md€ (selon l'institut Bruegel), soit près de 4 points de PIB.

- Ces derniers mois, les pressions inflationnistes semblent se tempérer, aussi bien du côté des prix des matières premières (même si leur niveau reste globalement sensiblement plus élevé qu'avant la crise sanitaire), avec récemment une détente spectaculaire du prix du gaz sur le marché de gros européen, qu'au niveau des contraintes d'approvisionnement qui se sont nettement assouplies selon les chefs d'entreprise.

Cela a un effet prix (le coût du transport maritime se rapproche des niveaux de 2019 après avoir été multiplié par 5) et un effet positif sur la production de certains secteurs (par exemple pour l'automobile européenne qui souffrait d'une pénurie de composants électroniques).

La hausse des prix à la production sur un an tend ainsi à refluer rapidement, y compris en zone euro même si son niveau demeure très élevé. Le pic d'inflation est donc derrière nous (sauf nouveau choc externe), ce qui est une bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des ménages, avec quand même une spécificité pour la France où les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité sont relevés début 2023.

Pour autant le retour vers les cibles d'inflation des banques centrales prendra du temps.

D'une part, les entreprises vont continuer à répercuter dans leurs prix de vente les hausses de coûts passés. D'autre part, les hausses de salaires vont intégrer progressivement, avec un effet amorti, la hausse de l'inflation des derniers mois alimentant ainsi encore un peu plus les coûts des entreprises.

- Les indicateurs économiques montrent toujours une certaine résilience. Les indices de climat des affaires se sont même légèrement améliorés en zone euro fin 2022. Il reste que les effets du resserrement monétaire en cours, et de son corollaire qui est la remontée spectaculaire des taux longs, sont à venir. Aux Etats-Unis, le marché immobilier montre déjà des signes évidents d'affaiblissement.

- Il reste une inconnue de taille qui est la situation sanitaire en Chine.

Face aux protestations, le gouvernement chinois a abandonné sa politique de zéro-Covid. Tous les témoignages convergent pour indiquer que le nombre de cas a explosé ces dernières semaines. A terme, la réouverture de l'économie aura un effet positif sur l'activité. Mais dans un premier temps la vague épidémique pourrait de nouveau être un effet perturbateur (montée de l'absentéisme, réintroduction de nouvelles contraintes ?).

Les autorités doivent faire face à une crise immobilière qu'elles ont essayé de contenir en demandant aux banques d'injecter des liquidités dans le secteur.

L'inflation et ses conséquences renforcent les incertitudes pour les collectivités. Toutefois, leurs fondamentaux financiers demeurent solides et le PLF 2023 offre des garanties pour soutenir leur autofinancement et leurs recettes d'investissement.

Le gouvernement s'appuie sur une prévision de croissance de 1% et sur une inflation de 4,2% en 2023.

Des finances locales sous contrainte en 2023

Hausse des dépenses contraintes

L'accélération de l'inflation a conduit le gouvernement à revaloriser le point d'indice dans la fonction publique et certaines prestations sociales (RSA...) dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2022. Ces coûts supplémentaires sont en grande partie à la charge des collectivités même si des compensations sont prévues en 2022. En 2023, elles devront assumer une année pleine de ces surcoûts évalués à 2,3 Md€ pour la revalorisation du point d'indice et à 350-400 M€ pour le RSA.

Les collectivités doivent également faire face à l'inflation de certaines charges notamment sur l'énergie et l'alimentation. Tous les niveaux de collectivités ne sont pas touchés de la même manière : les communes sont le plus impactées avec un poids de ces coûts dans leurs dépenses de fonctionnement proche de 6%. Les établissements scolaires et les services de transport subiront également la hausse des prix ce qui nécessitera un effort supplémentaire des collectivités au travers des subventions.

Certaines recettes de fonctionnement moins dynamiques

Une DGF déconnectée de l'inflation qui équivaut à une baisse de ressources

La stabilité affichée de la DGF depuis 2017 avait du sens tant que l'inflation était faible ou nulle. Avec son accélération actuelle, la hausse des prix induit une DGF en net recul.

Selon les scénarios d'évolution de l'inflation de la Banque de France, la perte de DGF pourrait s'élever de -1,45 Md€ (-5,9%) à -1,6 Md€ (-6,3%) en 2022 par rapport à 2021 en euros constants. La DGF pourrait perdre de nouveau de 800 M€ à 1,5 Md€ en 2023 et de 150 M€ à 400 M€ en 2024 selon le scénario retenu.

En cumul, cela représenterait donc un manque à gagner pour les collectivités compris entre 6,3 Md€ et 7,9 Md€ sur 3 ans.

Certaines dotations de soutien à l'investissement s'essouffent

Les crédits de paiement (CP) des dotations de soutien à l'investissement, Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), évolueront légèrement à la baisse en 2023, passant de 1,725 Md€ à 1,698 Md€ (-1,6%).

Les CP de la DETR demeureront stables (+0,4%) alors que les CP de la DSIL reculeront de 3,8% en lien avec le ralentissement de la DSIL exceptionnelle (-22%). A noter que seulement 60% de son enveloppe d'1 Md€ devrait être consommée d'ici la fin 2023 relativisant son effet relance.

Évolution des dotations d'investissement

| | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | 2023/2022 |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| DETR | 901 M€ | 888 M€ | 902 M€ | 906 M€ | +0,4% |
| DSIL | 527 M€ | 526 M€ | 547 M€ | 577 M€ | +5,5% |
| DSIL exceptionnelle | 9,5 M€ | 100 M€ | 276 M€ | 215 M€ | -22,1% |
| TOTAL | 1,438 Md€ | 1,514 Md€ | 1,725 Md€ | 1,698 Md€ | -1,6% |

Après la DSIL exceptionnelle, dont les autorisations d'engagement (AE) ont été déployées sur 2020 et 2021, et un nouvel abondement en 2022, la DSIL retrouvera son niveau de 570 M€, de même que celui de la DETR reste inchangé à 1,046 Md€. Au total les AE de ces dotations reculent de -17% à 1,62 Md€ contre 1,95 Md€ en 2022.

Des mesures du PLF devraient toutefois soutenir les finances locales afin de maintenir leur capacité d'investissement

Si certaines tensions existent sur la section de fonctionnement des collectivités, des marges de manœuvre existent aussi en lien avec la dynamique de recettes fiscales et le soutien aux collectivités les plus touchées par l'inflation. Les collectivités affichent par ailleurs des ratios financiers sains (taux d'épargne brute élevé, délai de désendettement faible) et disposent d'une trésorerie abondante (plus de 66 Md€ à fin 2021).

Le filet de sécurité énergétique

Pour faire face aux surcoûts liés à la hausse des prix de l'énergie, le gouvernement met en place 2 dispositifs pour un montant budgété de 2,5 Md€ :

- Un [amortisseur sur les prix de l'électricité](#) concernera les collectivités qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire et conduira l'Etat à prendre en charge, sur la moitié des volumes d'électricité consommés, 50% de l'écart entre un seuil de 180€/MWh et le prix du contrat, avec un plafond à 500€/MWh.
- Le [filet de sécurité énergétique](#) mis en place en 2022 est reconduit en 2023. Pour en profiter il faudra notamment que la commune ou le groupement de communes subisse une perte d'épargne brute de -15% entre 2023 et 2022 et que l'épargne brute représente moins de 20 % des recettes de fonctionnement. L'Etat versera alors une dotation égale à 50% des hausses de dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2023.

Des recettes fiscales dynamiques

Des prévisions de TVA dynamiques

Les prévisions de recettes de TVA pour les collectivités en 2023 s'élèvent à 43,1 Md€ (si l'on exclue la fraction de TVA qui viendra compenser la disparition de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - CVAE), en augmentation de +5,1% par rapport à 2021, soit 2,1 Md€ de plus.

Les impôts fonciers devraient croître fortement

La revalorisation des bases locatives qui servent au calcul des impôts fonciers (taxe foncière, cotisation foncière des entreprises-CFE et taxe d'enlèvement des ordures ménagères-TEOM) ne sera pas plafonnée. Elles devraient croître d'environ +7% en 2023 (contre +3,4% en 2022 et +0,2% en 2021) et apporteront plusieurs milliards d'euros supplémentaires aux collectivités. Les taux, décidés localement, pourront accentuer ou modérer cette progression.

Des règles de compensation de la CVAE favorables aux collectivités

La suppression de la CVAE est confirmée dans le PLF 2023 même si elle se fera sur 2 ans au lieu d'un an. Elle sera compensée à l'euro près sur la moyenne du montant observé sur la période 2020-2023. L'année 2023 a été intégrée pour revaloriser le montant compensé, le montant de CVAE étant anticipé en hausse en 2023 après 2 années de baisse. Par ailleurs, la dynamique d'évolution de la TVA est également appliquée. Les collectivités percevront donc environ 10,4 Md€ de TVA au lieu de 9,3 Md€ de CVAE en 2022. En 2021, l'euphorie du marché immobilier, aussi bien en termes de nombre de transactions qu'en montant, a dopé les DMTO (droits de mutation à titre onéreux). La progression sur l'année atteint +24%, soit 3,2 Md€ supplémentaires par rapport à 2020. Sur la période janvier-avril 2022, la hausse atteint en effet +7,8% par rapport à 2021.

Un soutien aux investissements de la transition écologique

Un « fonds vert » en soutien des investissements de transition écologique des collectivités

Si les dotations d'investissement « classiques », DETR et DSIL stagneront en 2023, un relai de croissance pourrait exister à travers la mise en place d'un [fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires](#). Dans sa version initiale, ce fonds vert est doté d'1,5 Md€ dont 375 M€ de crédits de paiement sont budgétés pour 2023. Il encouragera les investissements des collectivités dans des domaines divers : éclairage public, prévention des inondations, renaturation en ville, reconquête des friches...

Un amendement a finalement abondé de 500 M€ le fonds vert qui atteindra 2 Md€ d'engagements dont 500 M€ de crédits de paiement pour 2023.

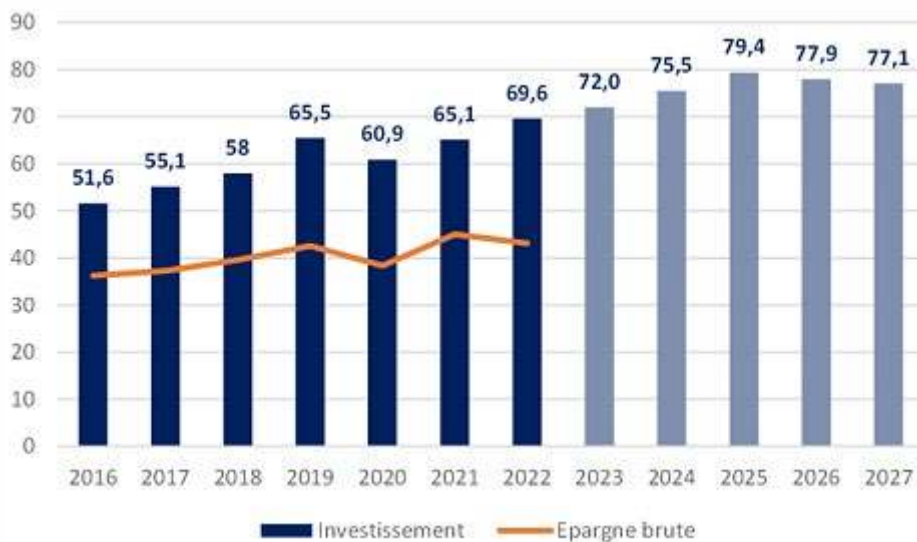
Hausse du FCTVA

Le FCTVA, recette d'investissement essentielle pour les collectivités s'élèvera à 6,7 Md€ en hausse de 200 M€ par rapport à 2022.

Quelle évolution de l'investissement local en 2023 ?

Les éléments du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 ainsi que l'objectif d'encadrement des dépenses de fonctionnement nous permettent d'estimer la trajectoire des dépenses d'investissement public local. En 2023, il pourrait croître de 3% en valeur. Avec une hypothèse d'inflation de 4,3% cela conduirait toutefois à un recul en volume de -1,3%.

Hypothèse d'évolution de l'investissement public local (en valeur)



Conclusion

Les fondamentaux financiers des collectivités restent solides en 2022. Elles subissent, comme tous les agents économiques, une hausse des prix qui demeure difficile à évaluer pour 2023. Des recettes fiscales dynamiques soutiendront les marges de manœuvre financières des collectivités et des garanties permettront de soutenir les plus en difficulté.

Alors que s'engage la 2^{ème} moitié du mandat municipal, les communes et leurs groupements, et plus largement l'ensemble des collectivités, sont attendues dans la mise en œuvre de projets afin d'accélérer la transition écologique : infrastructures de mobilité (pistes cyclables, bornes de recharge électriques, transports collectifs, aires de covoiturage...), réhabilitation de friches, énergies renouvelables, réseaux d'eau et assainissement, éclairage public, protection et restauration des territoires et milieux naturels...

La création du fonds vert et le développement des CRTE témoignent de l'engagement total attendu des collectivités dans la territorialisation de la transition écologique.

Le volontarisme et la confiance en l'avenir des exécutifs locaux seront déterminants pour mener à bien cette transformation écologique dont une grande partie se joue à travers les investissements locaux.

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

Cette partie a pour vocation de présenter les principales hypothèses retenues. Pour la partie prospective, les points d'équilibre choisis (fiscalité, emprunt....) seront précisés.

Population : 39 764 habitants

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------|-------|-------|-------|
| Bases CFE | 3,00% | 3,00% | 2,50% | 2,50% |
| Bases nettes taxe d'habitation sur les résidences secondaires | 6,00% | 3,50% | 2,50% | 2,50% |
| Bases nettes imposables taxe foncière sur le bâti | 6,00% | 3,50% | 2,50% | 2,50% |
| Bases nettes taxe foncière sur le non bâti | 6,00% | 3,50% | 2,50% | 2,50% |
| Bases nettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 6,00% | 3,50% | 2,50% | 2,50% |

| | | | | |
|--|--|---------------------|-------|-------|
| La CVAE (ou substitut) | Stabilité 2023-2026 par rapport aux montants notifiés en 2022 | | | |
| La Tascom | | | | |
| l'Ifer | | | | |
| Le FNGIR | | | | |
| FPIC | Stabilité 2023-2026 par rapport au montant notifié en 2022 | | | |
| | | | | |
| Taxe de séjour | 900 000 € dès 2023 | | | |
| | | | | |
| Fraction de Tva | Stabilité 2023-2026 par rapport au montant notifié en 2022 | | | |
| | | | | |
| DGF | Stabilité 2023-2026 par rapport au montant notifié en 2022 | | | |
| | | | | |
| FCTVA | 107 862 € | Stabilité 2023-2026 | | |
| | | | | |
| Dotations et participations | Reconduction des sommes (sauf une légère baisse pour les prestations CAF dues aux nouvelles modalités de financement via la CTG) | | | |
| | | | | |
| Compensations fiscales | Stabilité 2023-2026 par rapport au montant notifié en 2022 | | | |
| | | | | |
| Remboursement assurance sinistre assurance du personnel | Stabilisé à 250 000 € sur 2023-2026 | | | |
| | | | | |
| Produits des services | | | | |
| Enfance et petite enfance (crèche et alsh + séjours) | 5,00% | 4,00% | 2,00% | 2,00% |
| Piscine Breteuil | 5,00% | 4,00% | 2,00% | 2,00% |
| Piscine Verneuil | 5,00% | 4,00% | 2,00% | 2,00% |
| Baignade biologique | 5,00% | 4,00% | 2,00% | 2,00% |
| Redevance professionnelle | Stabilité | | | |
| Redevance spéciale | Stabilité | | | |

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--|-------------|-------------|-------------|
| Charges à caractère général | 5,00% | 2,00% | 2,00% | 2,00% |
| Charges de personnel | 4,00% | 4,00% | 3,00% | 3,00% |
| Autres charges de gestion courante (contingents et subventions) | | | | |
| Contingents aux organismes de regroupement (Déchets) | 2% | 2% | 2% | 2% |
| Subventions aux associations | 2% | 2% | 2% | 2% |
| Plan OPAH et OPAH-RU | Intégration des engagements de la politique de rénovation de l'Habitat | | | |

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Investissement hors PPI | 1 100 000 | 1 100 000 | 1 400 000 | 1 400 000 |
| PPI ajusté aux nouvelles dépenses et Exclusion du programme Contrôle d'accès des bâtiments | | | | |

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 25 656 955 | 25 012 599 | 24 439 961 | 27 009 893 | 26 196 558 | 26 695 870 | 27 048 039 | 27 398 893 |
| Dépenses de fonctionnement | 23 644 862 | 21 545 441 | 22 820 175 | 24 006 858 | 24 329 257 | 24 968 702 | 25 489 498 | 26 032 204 |
| dont intérêts de la dette | 210 558 | 188 693 | 164 653 | 161 745 | 141 305 | 187 704 | 179 613 | 179 692 |
| Recettes d'investissement | 1 593 275 | 3 117 361 | 4 212 343 | 1 627 940 | 10 826 096 | 2 106 941 | 2 056 918 | 956 355 |
| dont emprunts souscrits | 800 000 | 2 316 000 | 3 130 000 | 160 000 | 1 983 567 | 240 242 | 742 022 | 361 853 |
| Dépenses d'investissement | 4 786 983 | 5 156 020 | 5 085 425 | 5 268 794 | 14 232 146 | 4 031 426 | 3 571 344 | 2 323 042 |
| dont capital de la dette | 1 274 160 | 2 006 058 | 1 346 752 | 1 292 094 | 1 358 201 | 1 387 426 | 1 163 344 | 923 042 |
| dont P.P.I | 3 408 053 | 2 744 275 | 3 216 902 | 2 703 800 | 11 773 945 | 1 544 000 | 1 008 000 | 0 |

2.2 - Soldes financiers

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 2 222 151 | 3 645 351 | 1 772 939 | 3 164 780 | 2 008 606 | 1 914 872 | 1 738 154 | 1 546 381 |
| Epargne brute | 2 011 593 | 3 456 658 | 1 608 286 | 3 003 035 | 1 867 301 | 1 727 168 | 1 558 540 | 1 366 689 |
| Epargne nette | 737 433 | 1 450 600 | 261 533 | 1 710 941 | 509 100 | 339 743 | 395 196 | 443 647 |

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement.

L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------------|-----------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|
| Fonds de roulement en début d'exercice | 4 364 252 | 3 182 638 | 4 611 137 | 5 357 841 | 4 720 021 | 3 181 275 | 2 983 958 | 3 028 074 |
| Évolution du Fonds de roulement | - 1 181 615 | 1 428 499 | 746 704 | - 637 819 | - 1 538 747 | - 197 316 | 44 116 | 0 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 3 182 638 | 4 611 137 | 5 357 841 | 4 720 021 | 3 181 275 | 2 983 958 | 3 028 074 | 3 028 074 |

Définition = c'est la somme algébrique des excédents ou déficits reportés en fonctionnement et en section d'investissement.

Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il vise à compenser les décalages entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses.

2.4 - Endettement

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------------------------|-----------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Encours au 31 décembre | 7 895 450 | 9 021 466 | 10 804 714 | 9 672 620 | 10 543 785 | 9 664 612 | 9 535 172 | 9 288 829 |
| Ratio de désendettement | 3,92 | 2,61 | 6,72 | 3,22 | 5,65 | 5,60 | 6,12 | 6,80 |
| Emprunt | 800 000 | 2 316 000 | 3 130 000 | 160 000 | 2 229 366 | 508 252 | 1 033 904 | 676 699 |

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

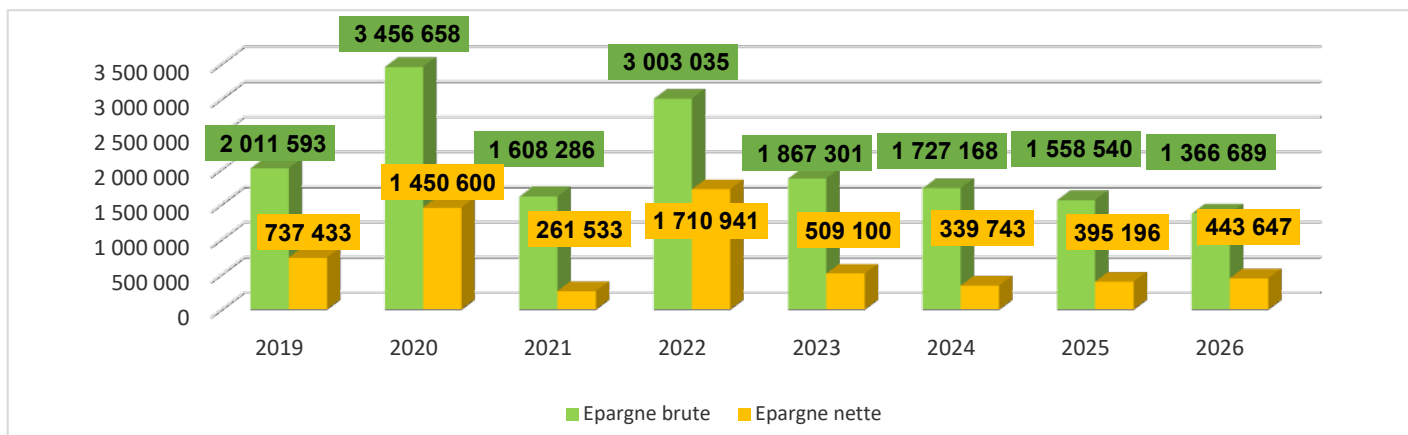
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 2 222 151 | 3 645 351 | 1 772 939 | 3 164 780 | 2 008 606 | 1 914 872 | 1 738 154 | 1 546 381 |

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 2 011 593 | 3 456 658 | 1 608 286 | 3 003 035 | 1 867 301 | 1 727 168 | 1 558 540 | 1 366 689 |

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 25 656 955 | 25 012 599 | 24 439 961 | 27 009 893 | 26 196 558 | 26 695 870 | 27 048 039 | 27 398 893 |
| Epargne de gestion | 2 222 151 | 3 645 351 | 1 772 939 | 3 164 780 | 2 008 606 | 1 914 872 | 1 738 154 | 1 546 381 |
| Epargne brute | 2 011 593 | 3 456 658 | 1 608 286 | 3 003 035 | 1 867 301 | 1 727 168 | 1 558 540 | 1 366 689 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 7,84% | 13,82% | 6,58% | 11,12% | 7,13% | 6,47% | 5,76% | 4,99% |
| Epargne nette | 737 433 | 1 450 600 | 261 533 | 1 710 941 | 509 100 | 339 743 | 395 196 | 443 647 |



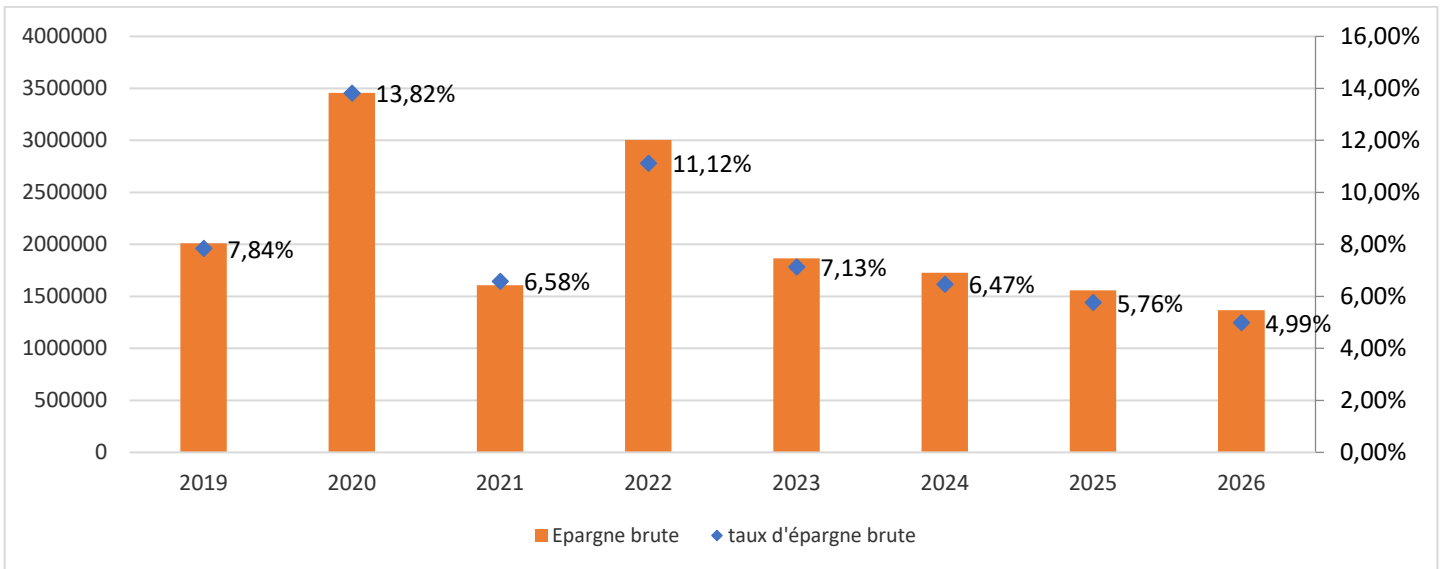
3.2 - Epargne brute

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

Le taux d'épargne brute est déterminé par le rapport entre l'épargne brute d'une Collectivité et ses recettes réelles de fonctionnement. Ce taux d'épargne brute permet d'analyser la santé financière d'une Collectivité locale.

L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 2 011 593 | 3 456 658 | 1 608 286 | 3 003 035 | 1 867 301 | 1 727 168 | 1 558 540 | 1 366 689 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 7,84% | 13,82% | 6,58% | 11,12% | 7,13% | 6,47% | 5,76% | 4,99% |

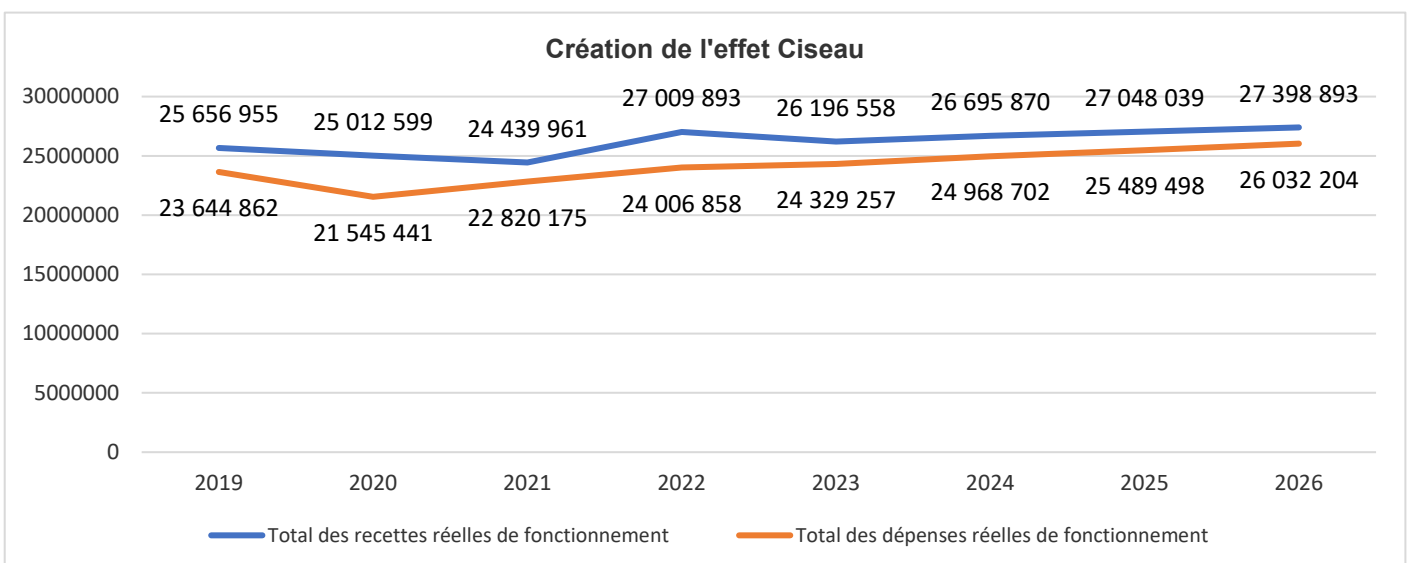


3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement (hors cessions) | 25 656 455 | 25 002 099 | 24 428 461 | 27 009 893 | 26 196 558 | 26 695 870 | 27 048 039 | 27 398 893 |
| Evolution n-1 | 2,49 % | -2,55 % | -2,29 % | 10,57 % | -3,01 % | 1,91 % | 1,32 % | 1,3 % |
| Dépenses de fonctionnement | 23 644 862 | 21 545 441 | 22 820 175 | 24 006 858 | 24 329 257 | 24 968 702 | 25 489 498 | 26 032 204 |
| Evolution n-1 | -2,74% | -8,88% | 5,92% | 5,20% | 1,34% | 2,63% | 2,09% | 2,13% |

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

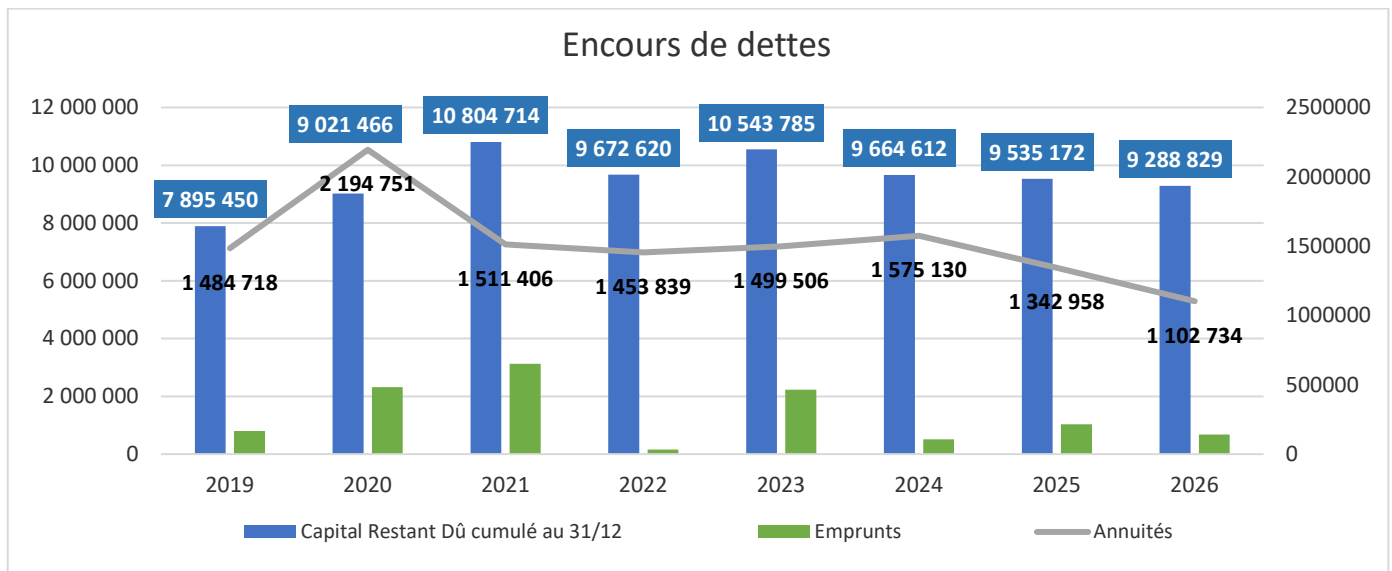
4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **7 895 450 € en 2019 à 9 288 828,76 € en 2026** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **1 484 718 € en 2019 à 1 102 734 €**. (échelle de droite du graphique).

| | Encours de dette au 31/12 | Evolution par rapport à l'exercice précédent | Emprunts nouveaux |
|------|---------------------------|--|-------------------|
| 2019 | 7 895 450 | -12,91 % | 800 000 |
| 2020 | 9 021 466 | 14,26 % | 2 316 000 |
| 2021 | 10 804 714 | 19,77 % | 3 130 000 |
| 2022 | 9 672 620 | -10,48% | 160 000 |
| 2023 | 10 543 785 | 9,01% | 2 229 366 |
| 2024 | 9 664 612 | -8,34% | 508 252 |
| 2025 | 9 535 172 | -1,34% | 1 033 904 |
| 2026 | 9 288 829 | -2,58% | 676 699 |

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Annuités | 1 484 718 | 2 194 751 | 1 511 405 | 1 453 839 | 1 499 506 | 1 575 130 | 1 342 957 | 1 102 734 |
| Capital en euro | 1 274 160 | 2 006 058 | 1 346 752 | 1 292 094 | 1 358 201 | 1 387 426 | 1 163 344 | 923 042 |
| Intérêts en euro | 210 558 | 188 693 | 164 653 | 161 745 | 141 305 | 187 704 | 179 613 | 179 692 |

En €/hbt

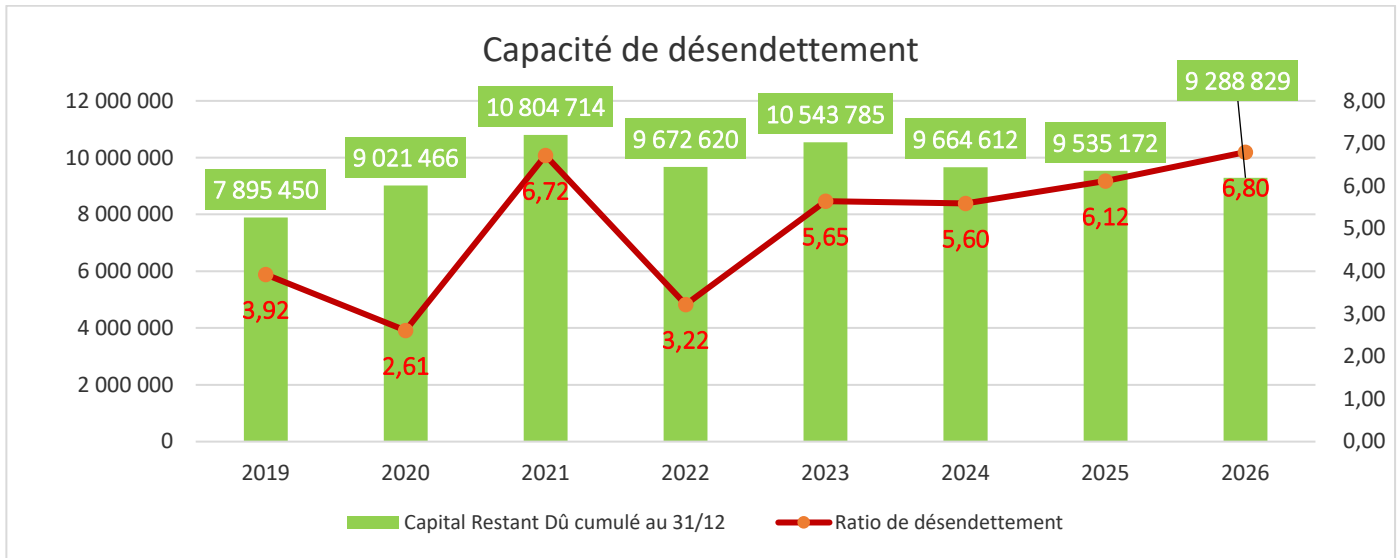
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Annuités | 37 | 55 | 38 | 36 | 38 | 40 | 34 | 28 |
| Capital | 32 | 50 | 34 | 32 | 34 | 35 | 29 | 23 |
| Intérêts | 5 | 5 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 |

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

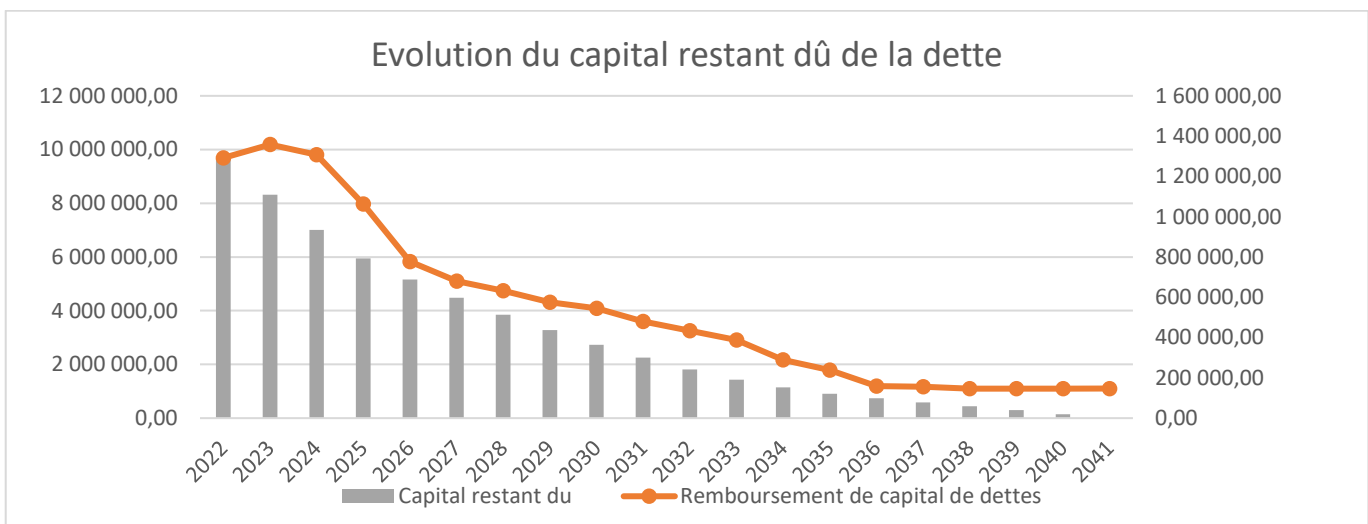
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Ratio | 3,92 ans | 2,61 ans | 6,72 ans | 3,22 ans | 5,65 ans | 5,60 ans | 5,60 ans | 6,80 ans |



| Prêteur | Capital restant du 1/01/2023 |
|---|------------------------------|
| Caf de l'Eure | 163 200,00 |
| Caisse des dépôts et consignations Rouen | 187 200,00 |
| Crédit Agricole | 1 946 433,74 |
| Crédit Mutuel | 818 035,15 |
| Dexia crédit local de France | 378 201,96 |
| Etablissement caisse d'épargne de Haute Normandie | 6 179 549,31 |
| Total général | 9 672 620,16 |

Caractéristiques du portefeuille de dettes de l'interco Normandie Sud Eure

- Tous les emprunts sont classés A sur l'indice Gisler ;
- Répartition taux fixes / Taux variables
Taux fixes 9 248 116,23 €
Taux variables 424 503,93 €
- Taux moyen de la dette ; 1,52 %
- Dette assez classique sans exposition aux risques.



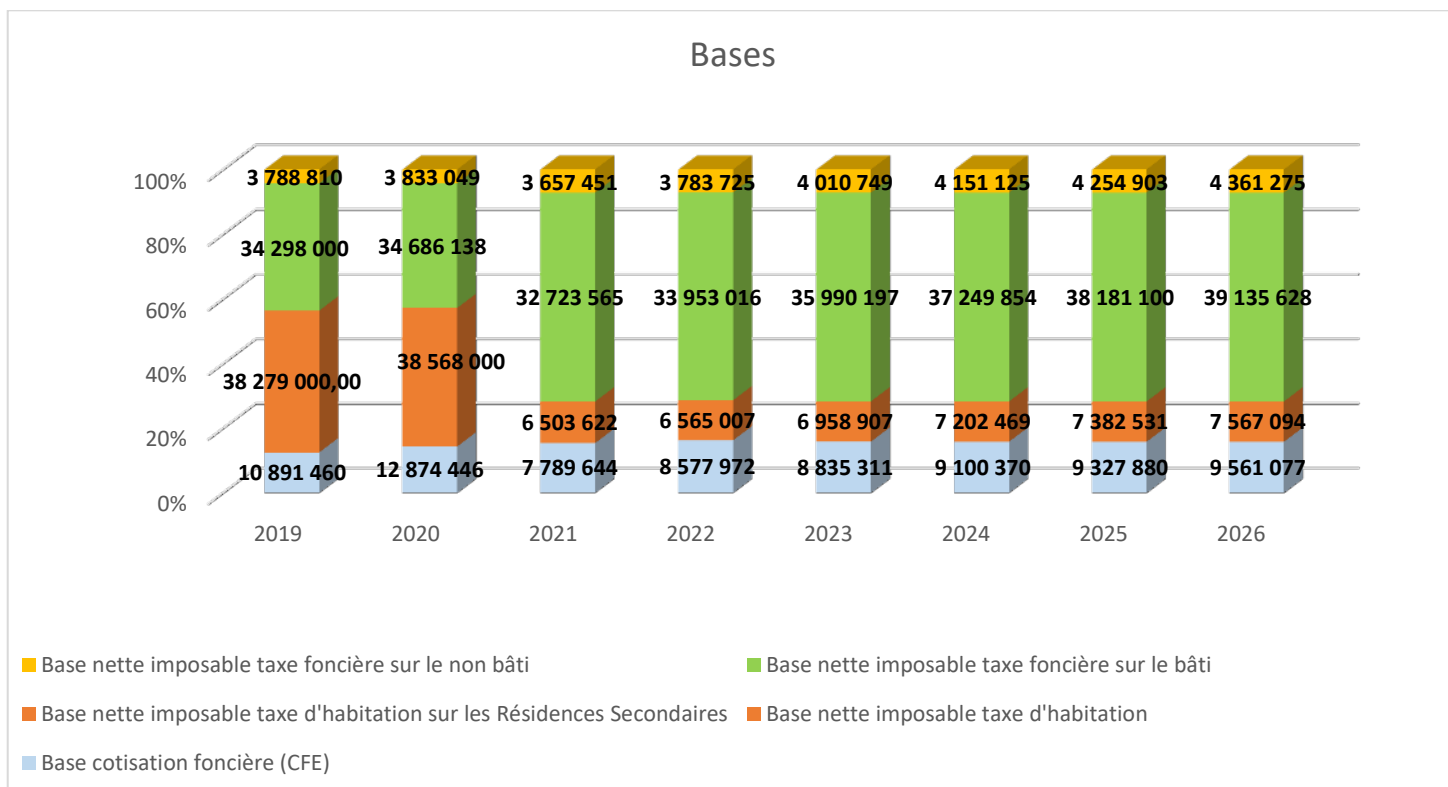
5 - LA FISCALITE DIRECTE

5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

| Années | Base cotisation foncière | Base taxe d'habitation puis THRS | Base taxe foncière (bâtie) | Base taxe foncière (non bâtie) |
|--------|--------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| 2019 | 10 891 460 | 38 279 000 | 34 298 000 | 3 788 810 |
| 2020 | 12 874 446 | 38 568 000 | 34 686 138 | 3 833 049 |
| 2021 | 7 789 644 | 6 503 622 | 32 723 565 | 3 657 451 |
| 2022 | 8 577 972 | 6 565 007 | 33 953 016 | 3 783 725 |
| 2023 | 8 835 311 | 6 958 907 | 35 990 197 | 4 010 749 |
| 2024 | 9 100 370 | 7 202 469 | 37 249 854 | 4 151 125 |
| 2025 | 9 327 880 | 7 382 531 | 38 181 100 | 4 254 903 |
| 2026 | 9 561 077 | 7 567 094 | 39 135 628 | 4 361 275 |

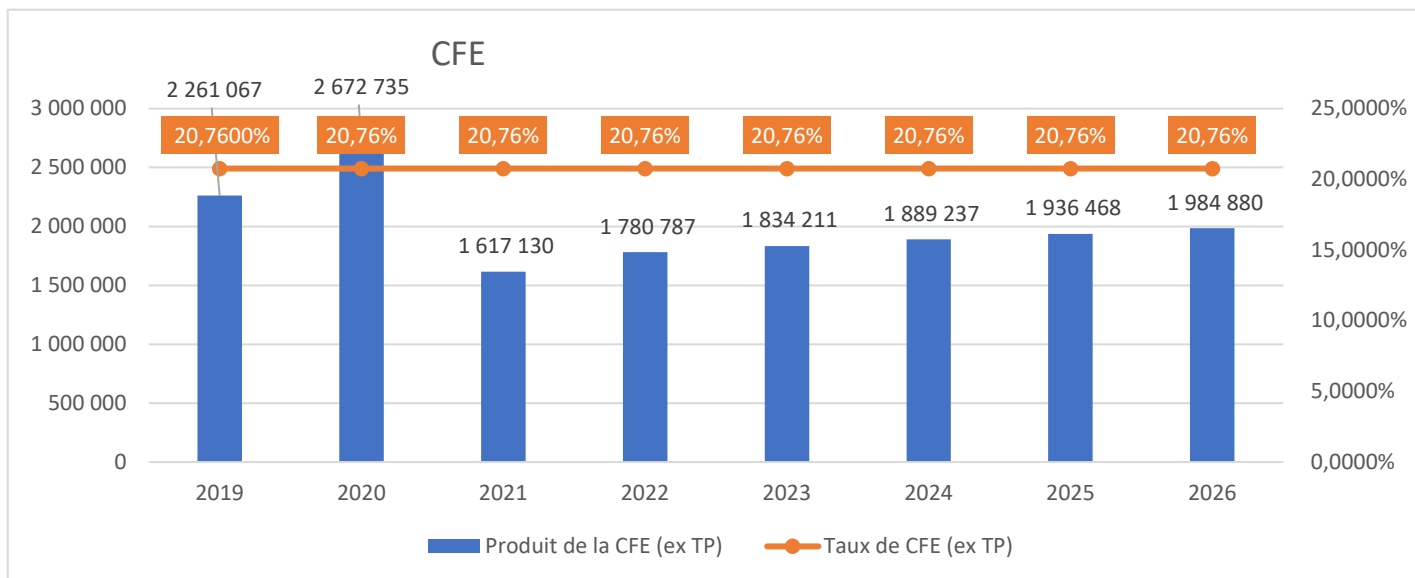


5.2 - Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE :

| Années | Base cotisation foncière | Evol base CFE | Produit CFE | Evol produit CFE | Taux CFE | Evol taux CFE |
|--------|--------------------------|---------------|-------------|------------------|----------|---------------|
| 2019 | 10 891 459 | 2,45% | 2 261 067 | 2,45% | 20,76% | 0% |
| 2020 | 12 874 446 | 18,21% | 2 672 735 | 18,21% | 20,76% | 0% |
| 2021 | 7 789 644 | -30,31 % | 1 617 130 | -30,31 % | 20,76 % | 0 % |
| 2022 | 8 577 972 | 10,12 % | 1 780 787 | 10,12 % | 20,76 % | 0 % |
| 2023 | 8 835 311 | 3 % | 1 834 211 | 3 % | 20,76 % | 0 % |
| 2024 | 9 100 370 | 3 % | 1 889 237 | 3 % | 20,76 % | 0 % |
| 2025 | 9 327 880 | 2,5 % | 1 936 468 | 2,5 % | 20,76 % | 0 % |
| 2026 | 9 561 077 | 2,5 % | 1 984 880 | 2,5 % | 20,76 % | 0 % |

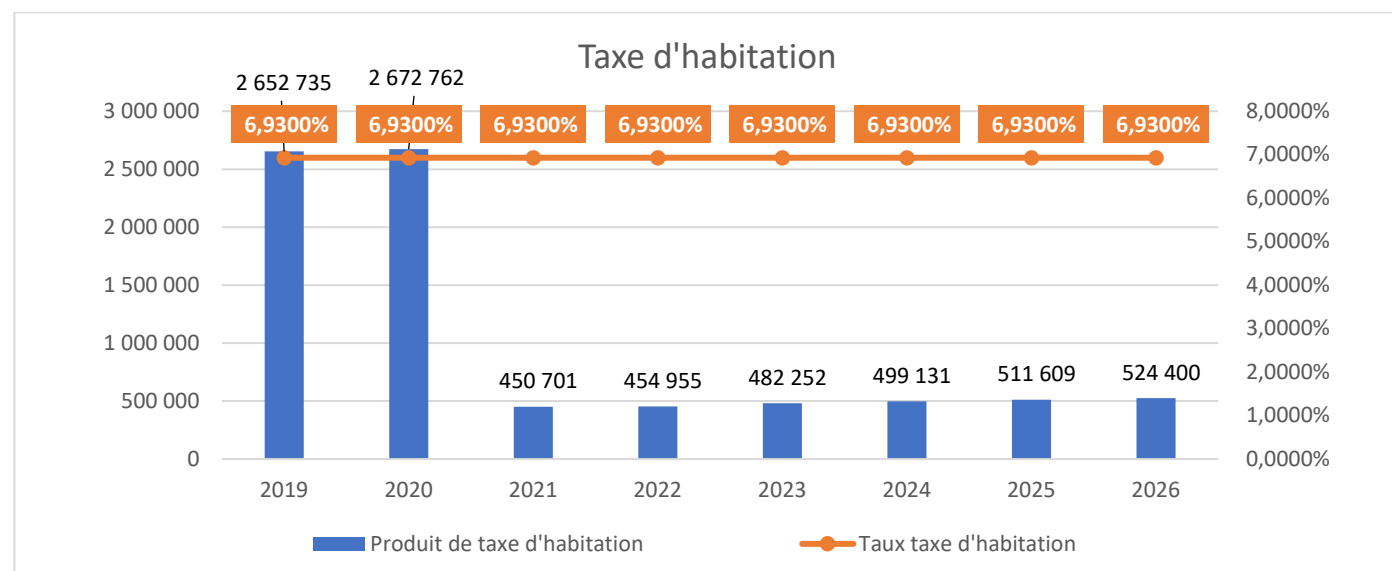
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de cotisation foncière



TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES :

| Années | Base nette TH et THRS | Evol base nette TH et THRS | Produit TH et THRS | Evol produit TH et THRS | Taux TH et THRS | Evol taux TH et THRS |
|--------|-----------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------|-----------------|----------------------|
| 2019 | 38 279 000 | 1,21% | 2 652 734 | 6,27% | 6,93% | 0% |
| 2020 | 38 568 000 | 0,75% | 2 672 762 | 0,75% | 6,93% | 0% |
| 2021 | 6 503 622 | | 450 701 | | 6,93 % | |
| 2022 | 6 565 007 | 0,94 % | 454 955 | 0,94 % | 6,93 % | 0 % |
| 2023 | 6 958 907 | 6 % | 482 252 | 6 % | 6,93 % | 0 % |
| 2024 | 7 202 469 | 3,5 % | 499 131 | 3,5 % | 6,93 % | 0 % |
| 2025 | 7 382 531 | 2,5 % | 511 609 | 2,5 % | 6,93 % | 0 % |
| 2026 | 7 567 094 | 2,5 % | 524 400 | 2,5 % | 6,93 % | 0 % |

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe d'habitation jusqu'en 2021 et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021

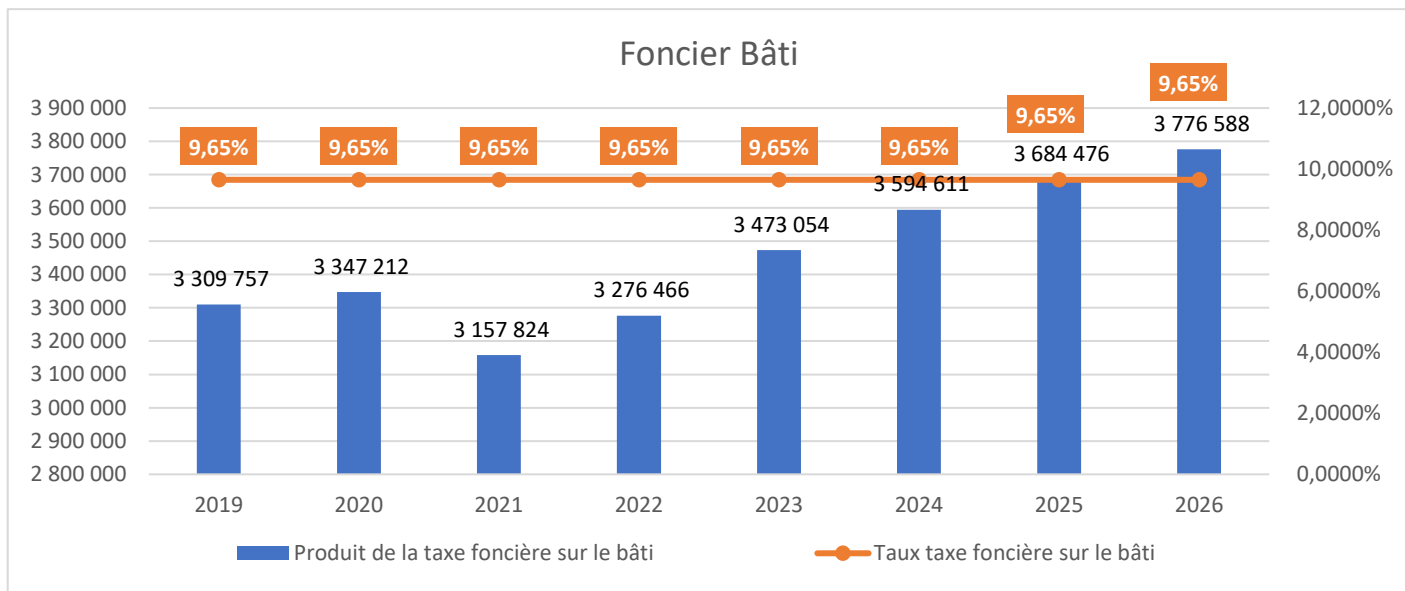


TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

| Années | Base nette TB | Evol base TFB | Produit TFB | Evol produit TFB | Taux TB | Evol taux TB |
|--------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------|--------------|
| 2019 | 34 298 000 | 3,28% | 3 309 757 | 8,45% | 9,65% | 0,00% |
| 2020 | 34 686 138 | 1,13% | 3 347 212 | 1,13% | 9,65% | 0,00% |

| Années | Base nette TB | Evol base TFB | Produit TFB | Evol produit TFB | Taux TB | Evol taux TB |
|--------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------|--------------|
| 2021 | 32 723 565 | -5,66 % | 3 157 824 | -0,94 % | 9,65 % | 5,01 % |
| 2022 | 33 953 016 | 3,76 % | 3 276 466 | 3,76 % | 9,65 % | 0 % |
| 2023 | 35 990 197 | 6 % | 3 473 054 | 6 % | 9,65 % | 0 % |
| 2024 | 37 249 854 | 3,5 % | 3 594 611 | 3,5 % | 9,65 % | 0 % |
| 2025 | 38 181 100 | 2,5 % | 3 684 476 | 2,5 % | 9,65 % | 0 % |
| 2026 | 39 135 628 | 2,5 % | 3 776 588 | 2,5 % | 9,65 % | 0 % |

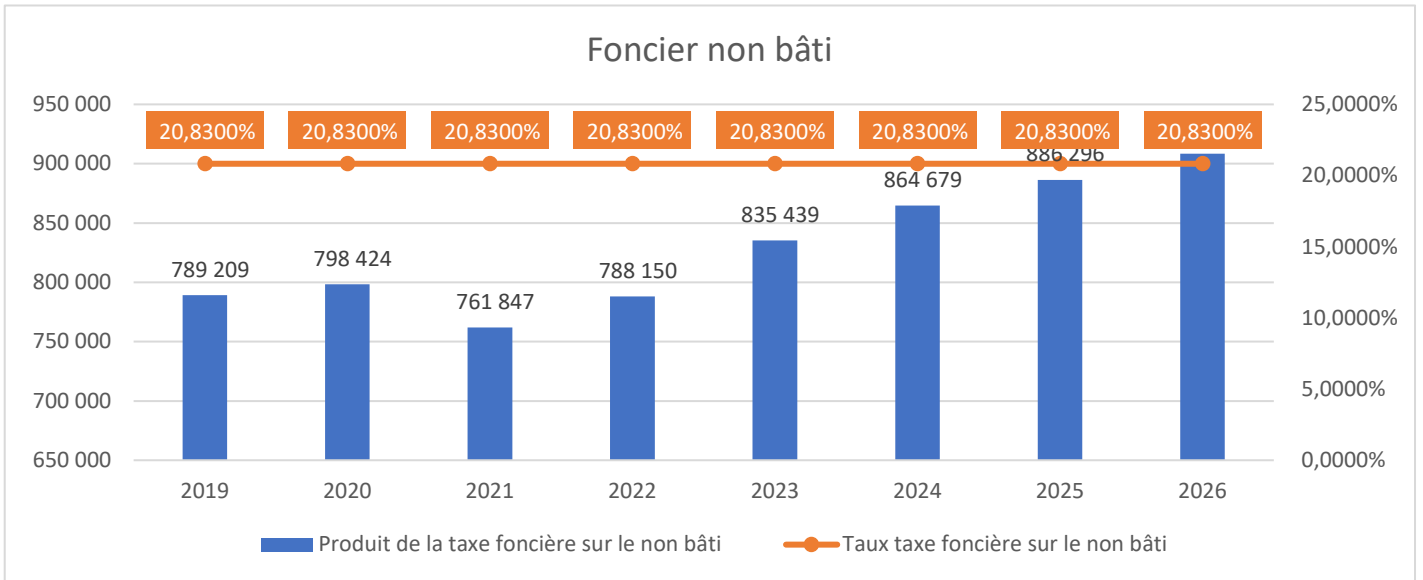
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

| Années | Base nette TFNB | Evol base TFNB | Produit TFNB | Evol produit TFNB | Taux TFNB | Evol taux TNB |
|--------|-----------------|----------------|--------------|-------------------|-----------|---------------|
| 2019 | 3 788 810 | 7,29% | 789 209 | 7,29% | 20,83 % | 0% |
| 2020 | 3 833 049 | 1,17% | 798 424 | 1,17% | 20,83 % | 0% |
| 2021 | 3 657 451 | 0,18 % | 761 847 | 5,18 % | 20,83 % | 0 % |
| 2022 | 3 783 725 | 3,45 % | 788 150 | 3,45 % | 20,83 % | 0 % |
| 2023 | 4 010 749 | 6 % | 835 439 | 6 % | 20,83 % | 0 % |
| 2024 | 4 151 125 | 3,5 % | 864 679 | 3,5 % | 20,83 % | 0 % |
| 2025 | 4 254 903 | 2,5 % | 886 296 | 2,5 % | 20,83 % | 0 % |
| 2026 | 4 361 275 | 2,5 % | 908 454 | 2,5 % | 20,83 % | 0 % |

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

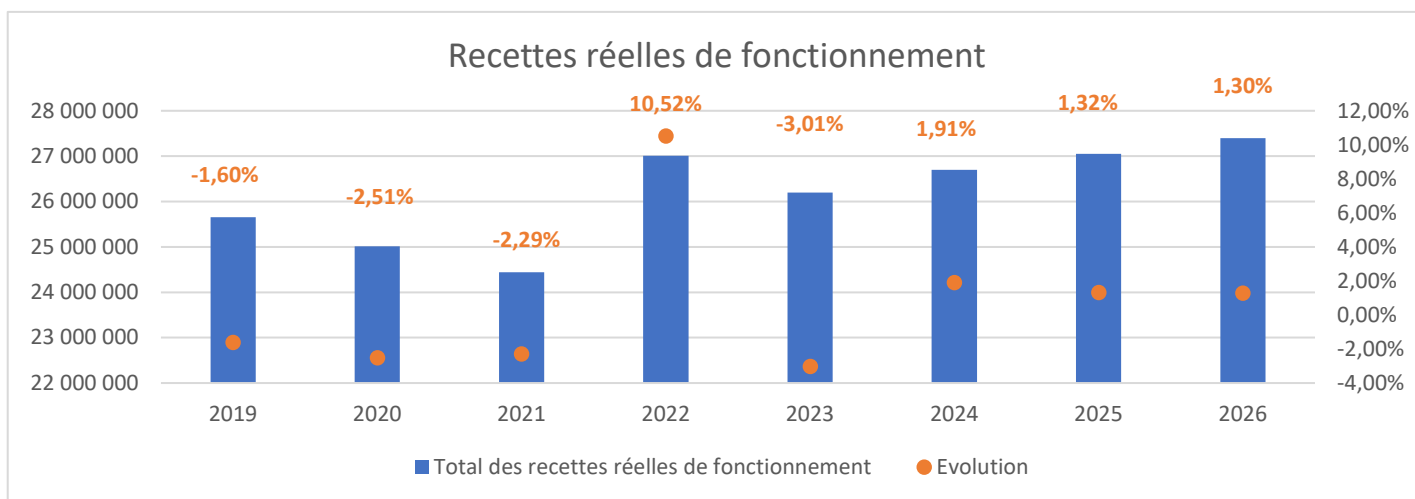
6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

| Années | Recettes de fonctionnement | Evolution par rapport à l'exercice précédent | En euros par habitant |
|--------|----------------------------|--|-----------------------|
| 2019 | 25 656 955 | -1,6 % | |
| 2020 | 25 012 599 | -2,51 % | 629 |
| 2021 | 24 439 961 | -2,29 % | 621 |
| 2022 | 27 009 893 | 10,52 % | 679 |
| 2023 | 26 196 558 | -3,01 % | 659 |
| 2024 | 26 695 870 | 1,91 % | 671 |
| 2025 | 27 048 039 | 1,32 % | 680 |
| 2026 | 27 398 893 | 1,3 % | 689 |

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|----------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Recettes de fonctionnement | 0,94 % | 6,79 % |



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 9 094 969 | 8 740 394 | 6 099 839 | 6 417 211 | 6 741 809 | 6 964 511 | 7 135 703 | 7 311 174 |

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 2 130 967 | 2 321 478 | 2 394 609 | 2 271 169 | 2 271 169 | 2 271 169 | 2 271 169 | 2 271 169 |

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,, la taxe de séjour...).

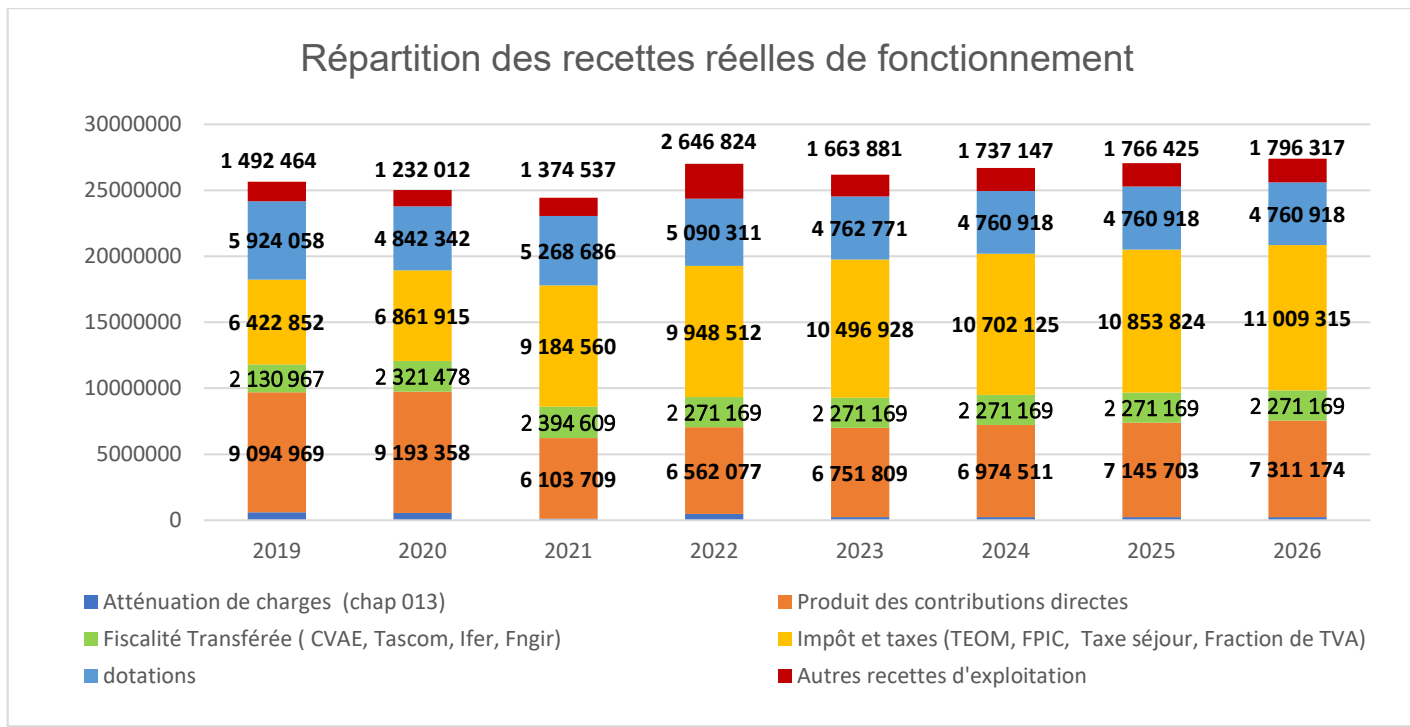
| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| 6 422 852 | 6 861 915 | 9 184 560 | 9 948 512 | 10 496 928 | 10 702 125 | 10 853 824 | 11 009 315 |

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 5 924 058 | 4 842 342 | 5 268 686 | 5 090 311 | 4 762 771 | 4 760 918 | 4 760 918 | 4 760 918 |

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2 246 470 | 1 492 266 | 3 282 690 | 1 923 881 | 1 997 147 | 2 026 425 | 2 046 317 |



6.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

| Années | Dépenses de fonctionnement | Evolution n-1 | En euros par habitant |
|--------|----------------------------|---------------|-----------------------|
| 2019 | 23 644 862 | -2,74 % | |
| 2020 | 21 545 441 | -8,88 % | 542 |
| 2021 | 22 820 175 | 5,92 % | 580 |
| 2022 | 24 006 858 | 5,20% | 604 |
| 2023 | 24 329 257 | 1,34% | 612 |
| 2024 | 24 968 702 | 2,63% | 628 |
| 2025 | 25 489 498 | 2,09% | 641 |
| 2026 | 26 032 204 | 2,13% | 655 |

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|----------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 1,01 % | 10,10 % |

Les principales dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 9 325 856 | 7 338 889 | 8 164 946 | 8 193 312 | 8 602 967 | 8 775 037 | 8 950 538 | 9 129 548 |

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| 8 852 680 | 8 924 578 | 9 267 738 | 9 593 503 | 10 050 560 | 10 452 582 | 10 766 160 | 11 089 145 |

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 3 319 848 | 3 211 750 | 3 217 165 | 3 214 065 | 3 215 932 | 3 215 932 | 3 215 932 | 3 215 932 |

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 637 724 | 733 413 | 878 150 | 725 035 | 799 720 | 812 553 | 825 641 | 838 992 |

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

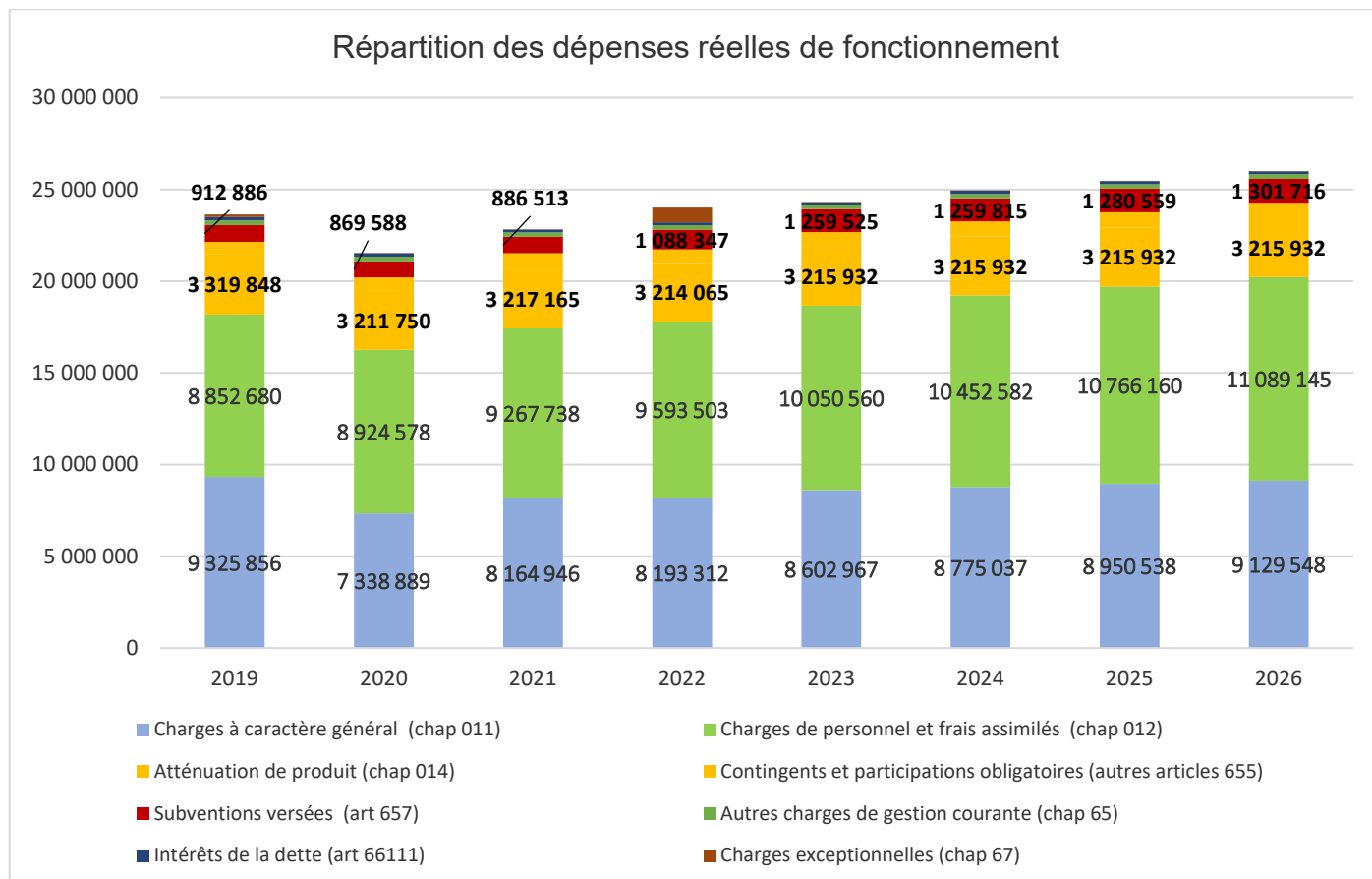
| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 912 886 | 869 588 | 886 513 | 1 088 347 | 1 259 525 | 1 259 815 | 1 280 559 | 1 301 716 |

Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 189 648 | 194 949 | 156 813 | 161 745 | 141 305 | 179 101 | 161 934 | 156 822 |

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| 406 220 | 272 273 | 248 850 | 1 030 851 | 259 248 | 265 079 | 271 055 | 277 179 |



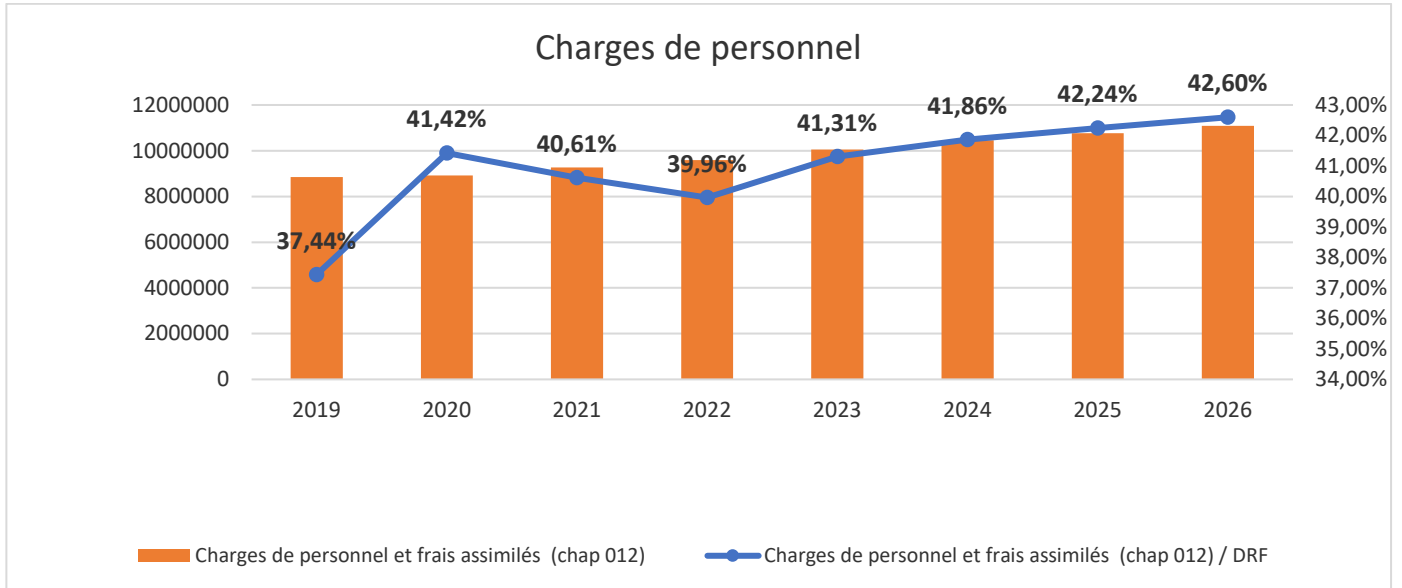
Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| 8 852 680 | 8 924 578 | 9 267 738 | 9 593 503 | 10 050 560 | 10 452 582 | 10 766 160 | 11 089 145 |

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 37,44% | 41,42% | 40,61% | 39,96% | 41,31% | 41,86% | 42,24% | 42,60% |



7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|---------|-----------|---------|---------|---------|
| 288 174 | 301 878 | 235 271 | 313 465 | 2 760 030 | 514 144 | 395 008 | 229 656 |

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

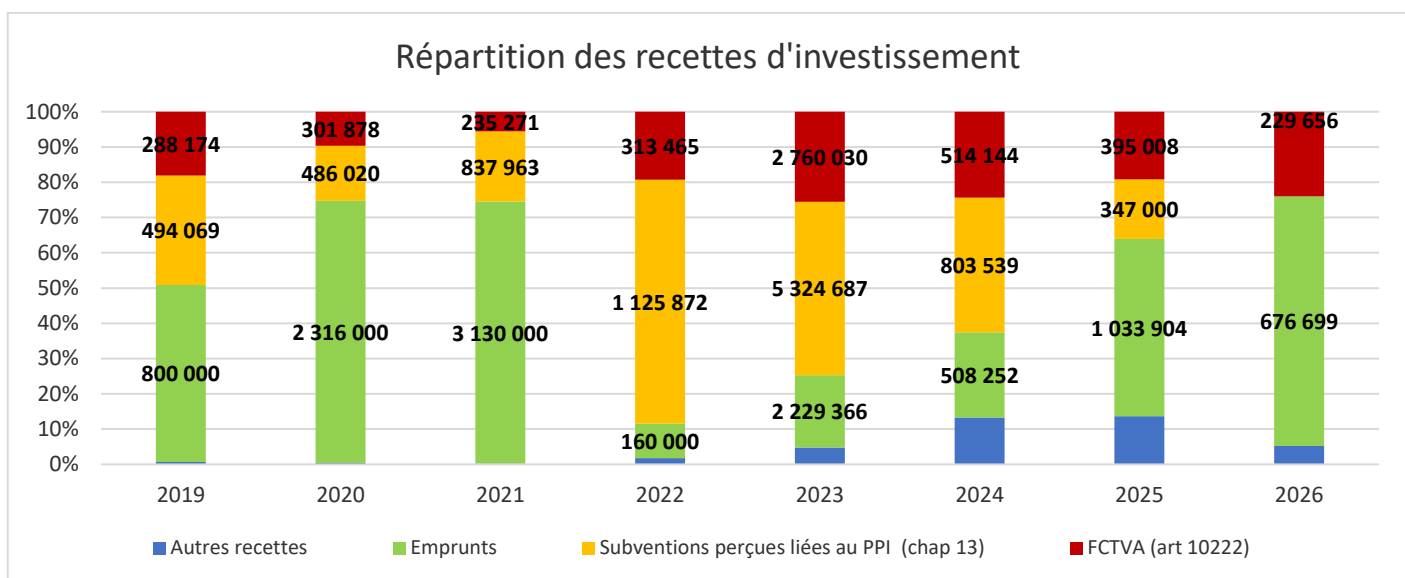
| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|-----------|-----------|---------|---------|------|
| 494 069 | 486 020 | 837 963 | 1 125 872 | 5 324 687 | 803 539 | 347 000 | 0 |

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|-----------|-----------|------------|--------------|------------|--------------|------------|
| 800 000 | 2 316 000 | 3 130 000 | 160 000,00 | 2 229 366,47 | 508 251,94 | 1 033 904,25 | 676 699,32 |

Autres recettes : Reversement de l'avance Fibre THD

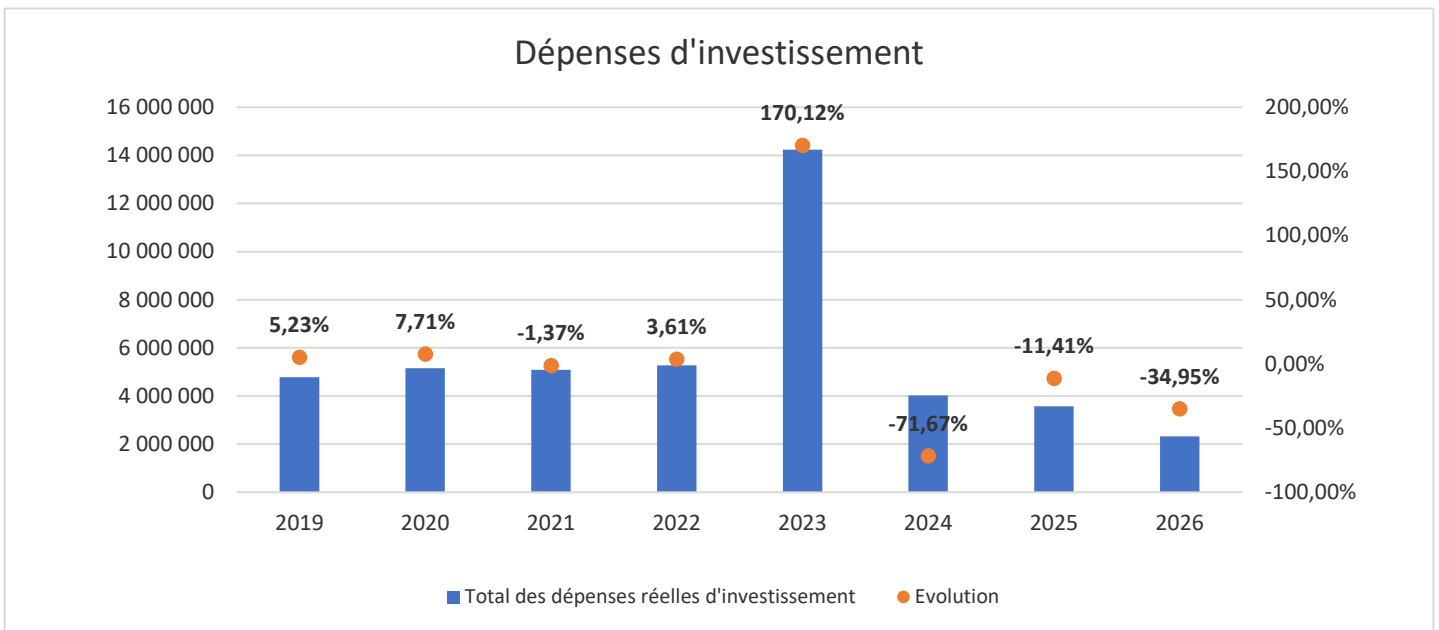
| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------|--------|-------|-----------|------------|------------|------------|-----------|
| 11 032 | 13 463 | 9 110 | 28 603,00 | 512 013,00 | 281 006,00 | 281 006,00 | 50 000,00 |



7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

| Années | Dépenses d'investissement | Evolution par rapport à l'exercice précédent | En euros par habitant |
|--------|---------------------------|--|-----------------------|
| 2019 | 4 786 983 | 5,23 % | 110 |
| 2020 | 5 156 020 | 7,71 % | 130 |
| 2021 | 5 085 425 | -1,37 % | 129 |
| 2022 | 5 268 794 | 3,61% | 133 |
| 2023 | 14 232 146 | 170,12% | 358 |
| 2024 | 4 031 426 | -71,67% | 101 |
| 2025 | 3 571 344 | -11,41% | 90 |
| 2026 | 2 323 042 | -34,95% | 58 |

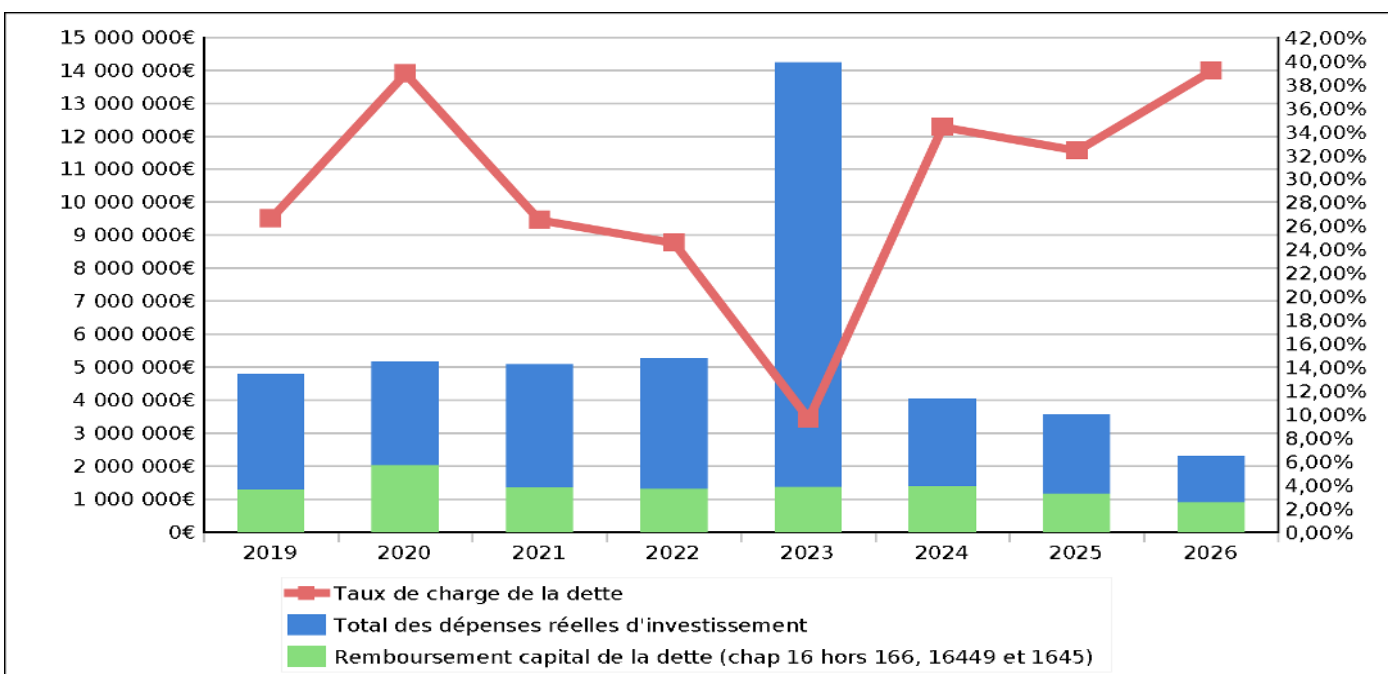


Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette.

| Années | Dépenses d'investissement | Remboursement du capital de la dette | Part en % du remboursement du capital de la dette |
|--------|---------------------------|--------------------------------------|---|
| 2019 | 4 786 983 | 1 274 160 | 26,62 % |
| 2020 | 5 156 020 | 2 006 058 | 38,91% |
| 2021 | 5 085 425 | 1 346 752 | 26,48% |
| 2022 | 5 268 794 | 1 292 094 | 24,52% |
| 2023 | 14 232 146 | 1 358 201 | 9,54% |
| 2024 | 4 031 426 | 1 387 426 | 34,42% |
| 2025 | 3 571 344 | 1 163 344 | 32,57% |
| 2026 | 2 323 042 | 923 042 | 39,73% |

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|----------|-------------------|
| AP 2021-2 Création d'un pôle de santé à Breteuil | 0 | 0 | 92 767 | 172 846 | 1 550 191 | 0 | 0 | 0 | 1 815 804 |
| AP 2021-1 Création d'un pôle libéral de santé Verneuil d'Avre et d'Iton | 0 | 742 653 | 1 209 623 | 1 274 027 | 3 027 450 | 0 | 0 | 0 | 6 253 753 |
| 3 travaux d'installation de la Fibre sur le territoire de l'inse | 530 309 | 936 947 | 519 643 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 986 899 |
| AP 2021-4 Création d'un Accueil de loisirs sans hébergement Breteuil | 0 | 0 | 138 942 | 490 257 | 2 420 801 | 0 | 0 | 0 | 3 050 000 |
| AP 2021-5 Création d'une structure couverte de Tennis | 0 | 0 | 25 620 | 79 004 | 1 357 425 | 0 | 0 | 0 | 1 462 049 |
| AP 2021-6 Restructuration du Gymnase Vert de Mesnils sur Iton | | 0 | 17 628 | 174 626 | 1 393 668 | 0 | 0 | 0 | 1 585 922 |
| AP 2021-7 Révision du PLUI | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 190 000 | 190 000 | 158 000 | 0 | 540 000 |
| 2021-AP 8 Programme Travaux neufs de voirie | 0 | 0 | 807 521 | 493 391 | 1 489 088 | 850 000 | 850 000 | 0 | 4 490 000 |
| AP 2021-3 Création d'un pôle de santé à la Neuve Lyre | 0 | 0 | 4 020 | 15 649 | 141 322 | 300 000 | 0 | 0 | 460 991 |
| AP 2022-11 Restauration parloir de l'abbesse | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 204 000 | 204 000 | 0 | 0 | 410 000 |
| Total | 530 309 | 1 679 600 | 2 815 764 | 2 703 800 | 11 773 945 | 1 544 000 | 1 008 000 | 0 | 22 055 418 |

8.2 - Les financeurs du PPI

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-------------------------|------|------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------|------------------|
| Etat | | | 270 000 | 677 907 | 1 979 408 | 145 600 | | | 3 072 915 |
| Régions | 0 | 0 | 104 768 | 67 714 | 784 264 | 0 | 0 | 0 | 956 746 |
| Départements | 0 | 0 | 160 196 | 52 304 | 1 298 593 | 14 300 | 0 | 0 | 1 525 393 |
| Communes | 0 | 0 | 273 548 | 312 697 | 608 044 | 347 000 | 347 000 | 0 | 1 888 289 |
| Divers (CAF MSA amende) | 0 | 0 | 0 | 15 250 | 357 739 | 0 | 0 | 0 | 372 989 |
| Feader | 0 | 0 | 0 | 0 | 206 639 | 206 639 | 0 | 0 | 413 278 |
| Fondation du patrimoine | 0 | 0 | | | 90 000 | 90 000 | | 0 | 180 000 |
| Total financeurs | | | 808 512 | 1 125 872 | 5 324 687 | 803 539 | 347 000 | | 8 409 610 |

8.3 - Le coût net annuel

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------|-------------------|
| Programmes (a) | 530 309 | 1 679 600 | 2 815 764 | 2 703 800 | 11 773 945 | 1 544 000 | 1 008 000 | 0 | 22 055 418 |
| Financeurs (b) | 0 | 0 | 808 512 | 1 125 872 | 5 324 687 | 803 539 | 347 000 | 0 | 8 409 610 |
| Total (a-b) | 530 309 | 1 679 600 | 2 007 252 | 1 577 928 | 6 449 258 | 740 461 | 661 000 | 0 | 13 645 808 |

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------|---------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|------|
| Programmes (a) | 530 309 | 1 679 600 | 2 815 764 | 2 703 800 | 11 773 945 | 1 544 000 | 1 008 000 | 0 |

L'épargne de la collectivité

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 2 011 593 | 3 456 658 | 1 608 286 | 3 003 035 | 1 867 301 | 1 727 168 | 1 558 540 | 1 366 689 |
| Remboursement capital de la dette | 1 274 160 | 2 006 058 | 1 346 752 | 1 292 094 | 1 358 201 | 1 387 426 | 1 163 344 | 923 042 |
| Epargne nette | 737 433 | 1 450 600 | 261 533 | 1 710 941 | 509 100 | 339 743 | 395 196 | 443 647 |

Le financement

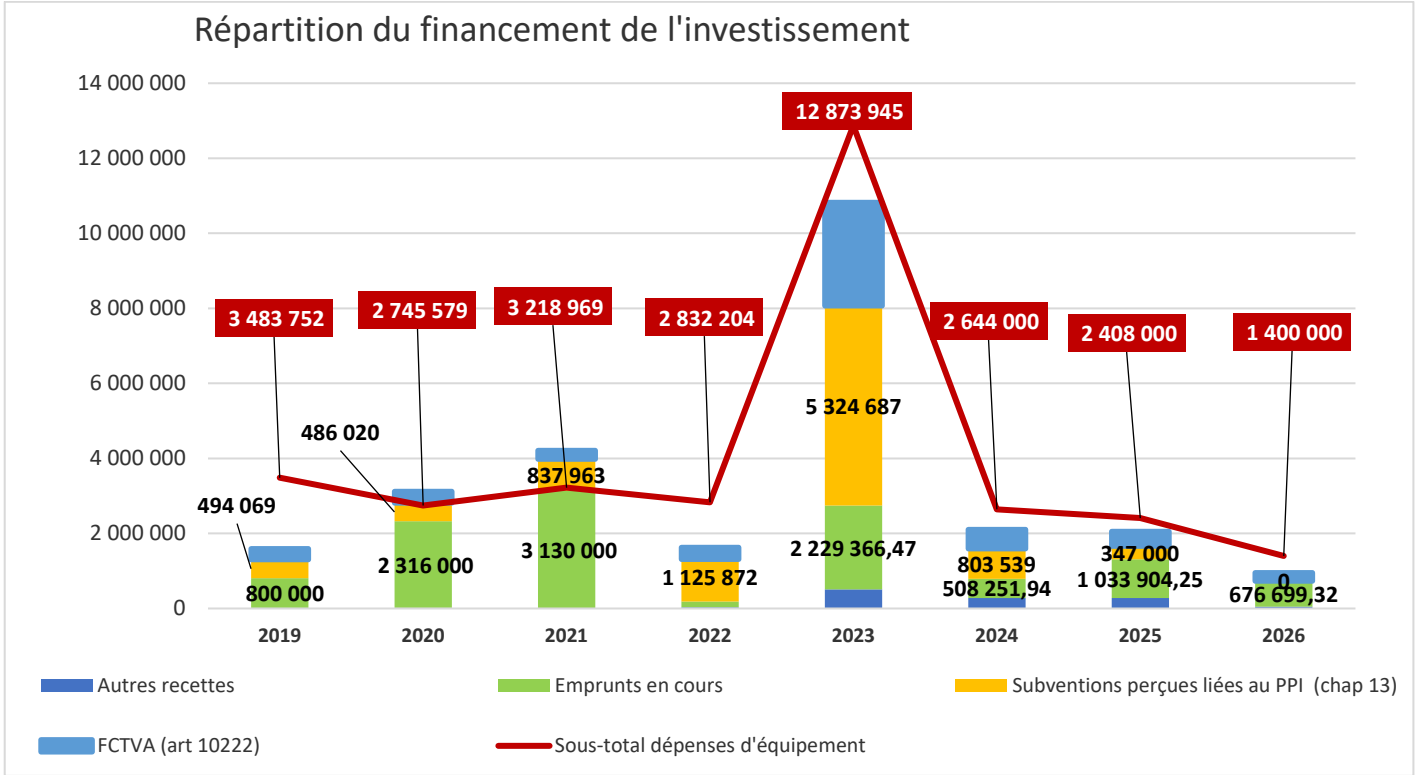
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne nette (a) | 737 433 | 1 450 600 | 261 533 | 1 710 941 | 509 100 | 339 743 | 395 196 | 443 647 |
| FCTVA (b) | 288 174 | 301 878 | 235 271 | 313 465 | 2 760 030 | 514 144 | 395 008 | 229 656 |
| Autres recettes (c) | 11 032 | 13 463 | 9 110 | 28 603 | 512 013 | 281 006 | 281 006 | 50000 |
| Produit de cessions (d) | 500 | 10 500 | 11 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources financières propres e = (a+b+c+d) | 1 037 139 | 1 776 441 | 517 414 | 2 053 009 | 3 781 143 | 1 134 893 | 1 071 210 | 723 303 |
| Subventions perçues (liées au PPI) (f) | 494 069 | 486 020 | 837 963 | 1 125 872 | 5 324 687 | 803 539 | 347 000 | 0 |
| Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g) | 800 000 | 2 316 000 | 3 130 000 | 160 000 | 2 229 366 | 508 252 | 1 033 904 | 676 699 |
| Financement total h = (e+f+g) | 2 331 208 | 4 578 461 | 4 485 376 | 3 338 881 | 11 335 197 | 2 446 683 | 2 452 114 | 1 400 003 |

| | | | | | | | | |
|------------------------|------------|-----------|---------|-----------|-------------|-----------|--------|---|
| Résultat de l'exercice | -1 181 615 | 1 428 499 | 746 704 | - 637 819 | - 1 538 748 | - 197 317 | 44 114 | 0 |
|------------------------|------------|-----------|---------|-----------|-------------|-----------|--------|---|

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

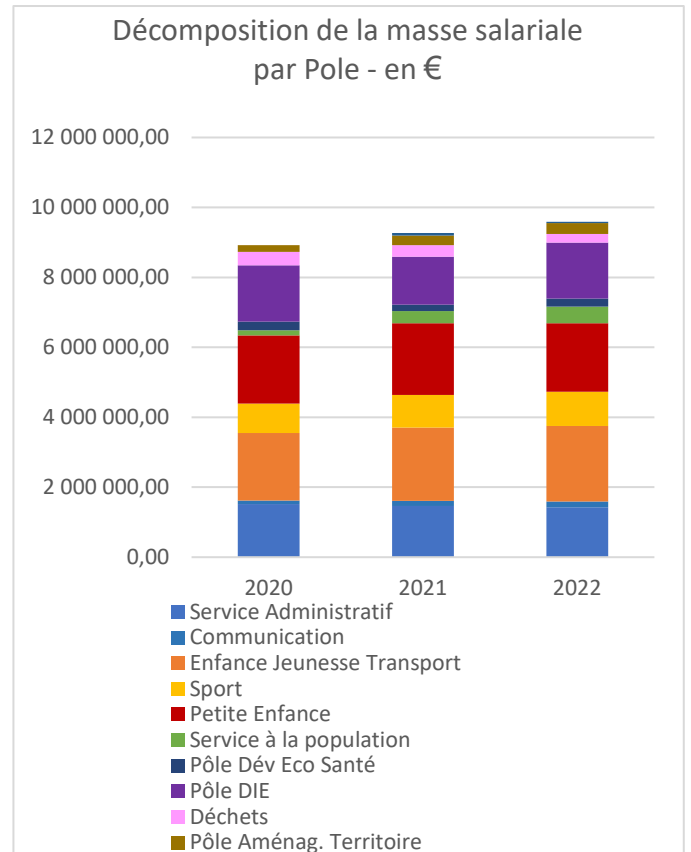
Répartition du financement de l'investissement



10 LA MASSE SALARIALE

En €

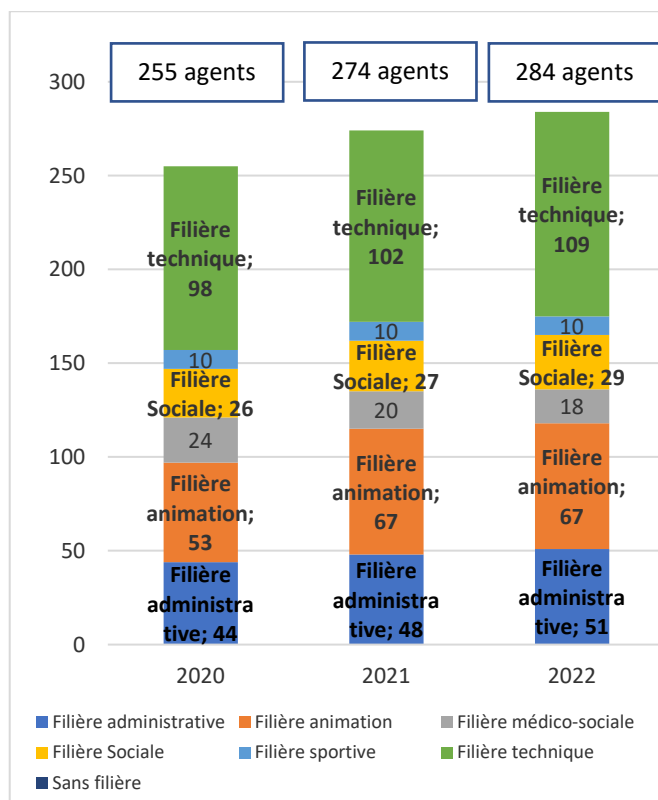
| Service | 2020 | 2021 | 2022 | (C) |
|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Service Administratif | 1 518 386,36 | 1 537 249,23 | 1 474 291,08 | 15,37% |
| Communication | 105 973,28 | 145 741,47 | 166 018,38 | 1,73% |
| Enfance Jeunesse Transport | 1 922 894,88 | 2 098 757,55 | 2 159 060,62 | 22,51% |
| Sport | 843 627,53 | 932 063,16 | 976 502,95 | 10,18% |
| Petite Enfance | 1 945 937,14 | 2 047 931,99 | 1 958 848,75 | 20,42% |
| Service à la population | 147 278,04 | 349 108,17 | 471 074,41 | 4,91% |
| Pôle Dév Eco Santé | 251 934,20 | 182 674,70 | 227 271,66 | 2,37% |
| Pôle DIE | 1 606 316,48 | 1 372 361,26 | 1 602 761,80 | 16,71% |
| Déchets | 388 713,73 | 325 414,98 | 249 706,39 | 2,60% |
| Pôle Aménag. Territoire | 193 491,68 | 276 647,16 | 307 966,64 | 3,21% |
| TOTAL | 8 924 553,32 | 9 267 949,67 | 9 593 502,68 | 100,00% |



(C) répartition de la masse salariale par service (en %)

Décomposition par filière

L'effectif donné regroupe les temps complets et non complets.



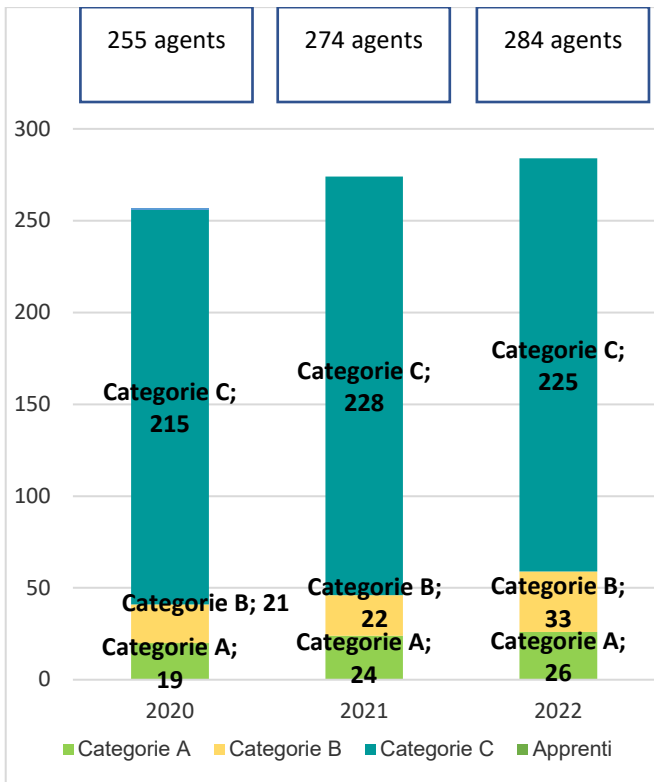
| Filière | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------|------------|------------|------------|
| Filière administrative | 44 | 48 | 51 |
| Filière animation | 53 | 67 | 67 |
| Filière médico-sociale | 24 | 20 | 18 |
| Filière Sociale | 26 | 27 | 29 |
| Filière sportive | 10 | 10 | 10 |
| Filière technique | 98 | 102 | 109 |
| Total | 255 | 274 | 284 |

La masse salariale présentée n'intègre pas dans cette présentation :

- les saisonniers recrutés :
 - dans le cadre des activités sportives estivales (ouverture piscine; étang de Mesnils Sur Iton ;
 - dans le cadre des activités de centres de loisirs – période grandes vacances et petites vacances -.
- Les emplois recrutés pour un accroissement temporaire d'activité ;
- Les contractuels recrutés pour un remplacement

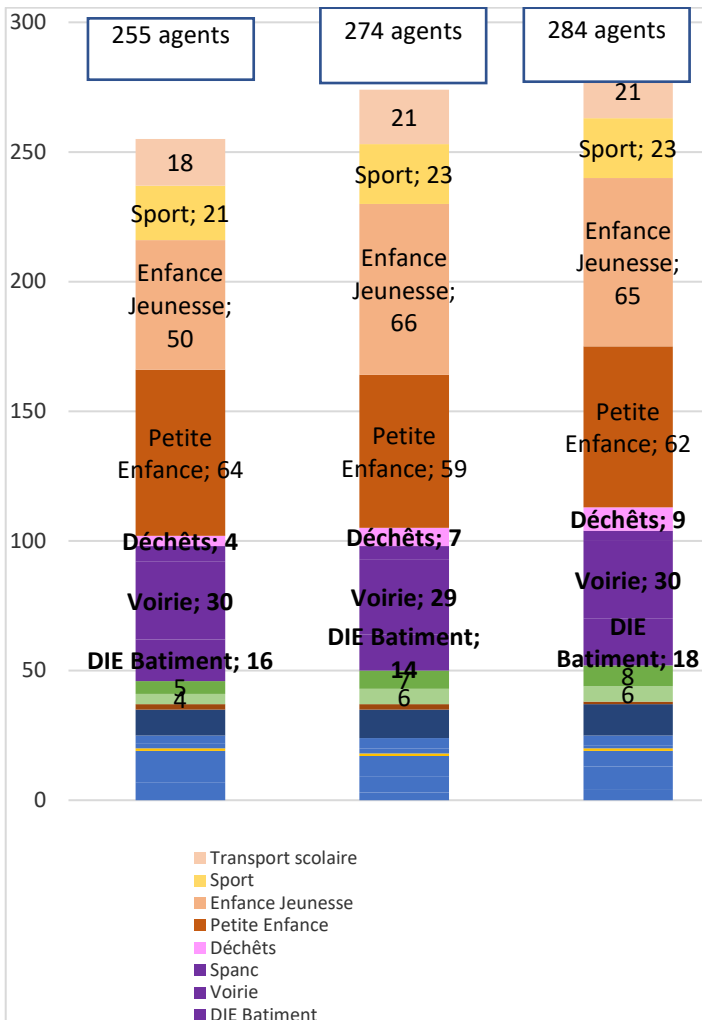
Le nombre de saisonniers recrutés pour l'activité estivale = 113 dont 78 sur le secteur Enfance jeunesse, 18 sur la direction Sport, et 17 pour les manifestations (canton été par exemple).

Décomposition de la masse salariale par catégorie



| Catégorie | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------|------------|------------|------------|
| Catégorie A | 19 | 24 | 26 |
| Catégorie B | 21 | 22 | 33 |
| Catégorie C | 215 | 228 | 225 |
| Total | 255 | 274 | 284 |

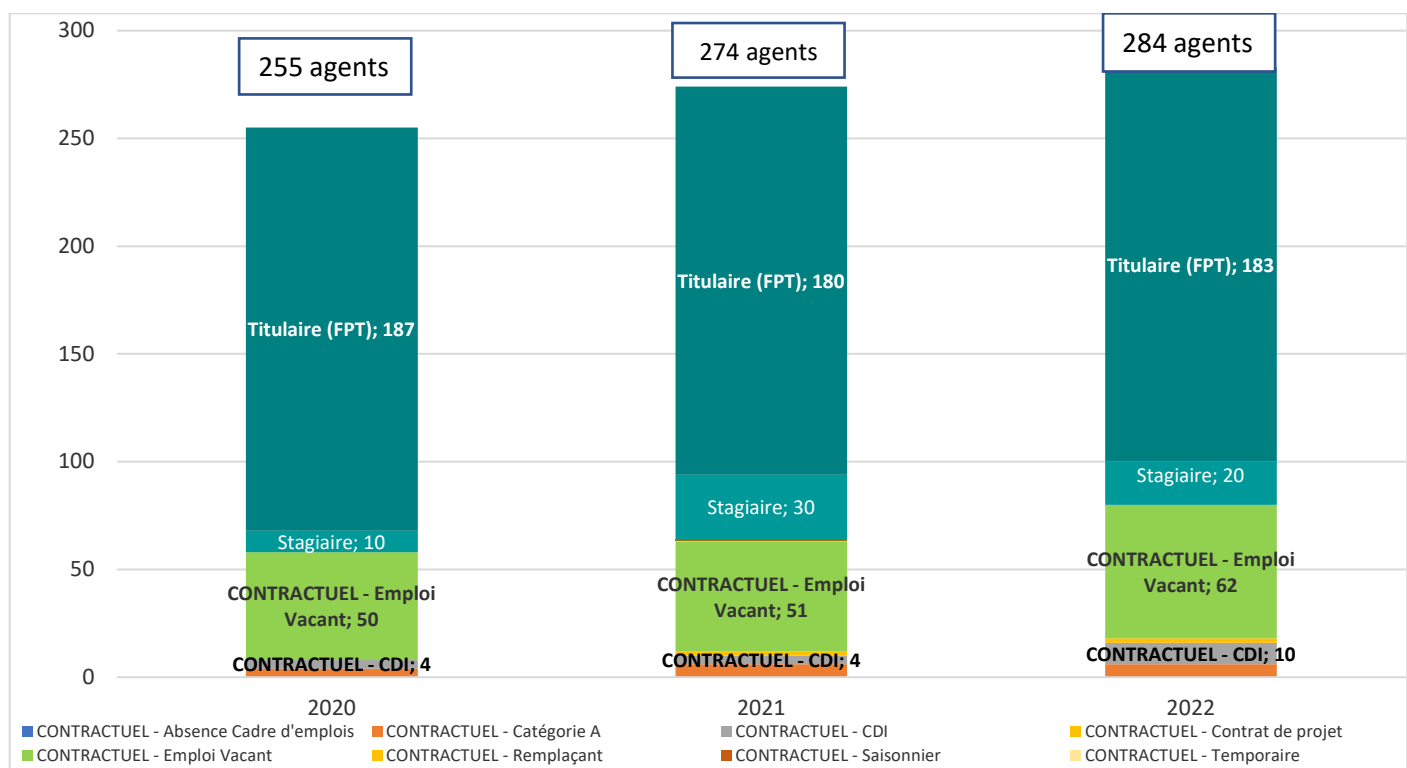
Décomposition de la masse salariale par service en terme d'effectif



| | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|
| Direction Générale | 7 | 3 | 4 |
| Compétences Humaines | 7 | 6 | 9 |
| PAFJ | 5 | 8 | 6 |
| CTG | 1 | 1 | 1 |
| Informatique | 2 | 2 | 1 |
| Communication | 3 | 4 | 4 |
| Service à la Population | 10 | 11 | 12 |
| Patrimoine Culturel | 2 | 2 | 1 |
| Développement éco, Tourisme et Santé | 4 | 6 | 6 |
| Aménagement du territoire | 5 | 7 | 8 |
| DIE Batiment | 16 | 14 | 18 |
| Voirie | 30 | 29 | 30 |
| Spanc | 6 | 5 | 4 |
| Déchêts | 4 | 7 | 9 |
| Petite Enfance | 64 | 59 | 62 |
| Enfance Jeunesse | 50 | 66 | 65 |
| Sport | 21 | 23 | 23 |
| Transport scolaire | 18 | 21 | 21 |
| Total | 255 | 274 | 284 |

Décomposition par statut

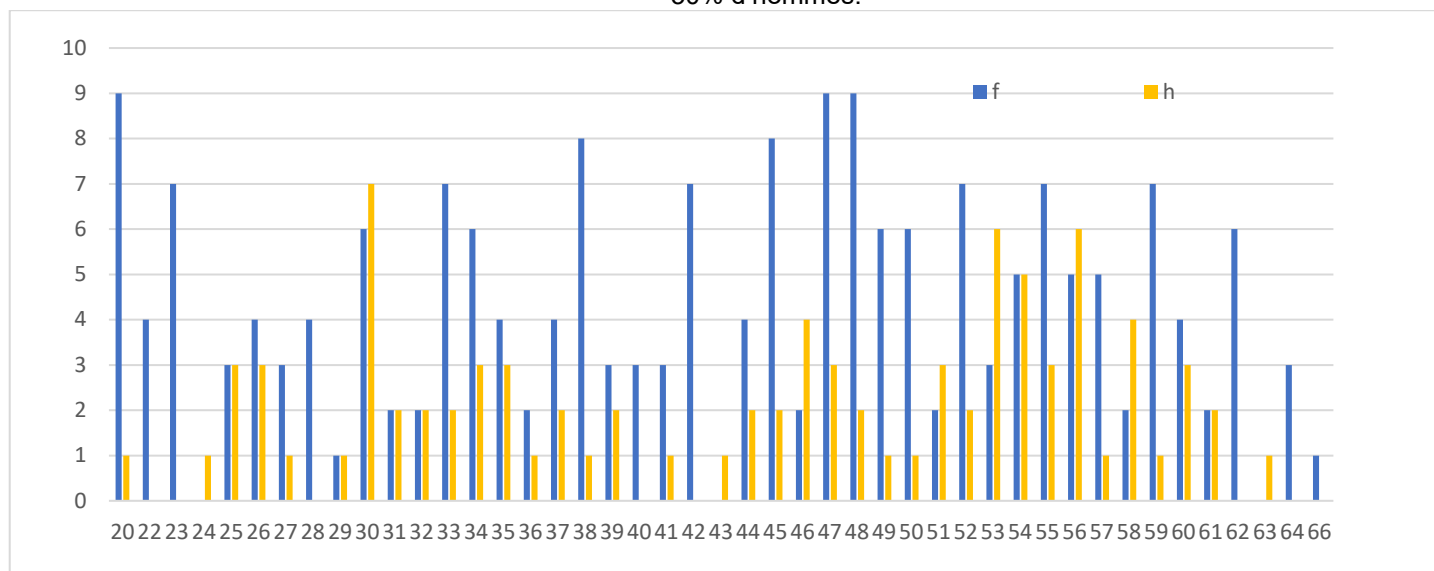
| | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------|------------|------------|------------|
| CONTRACTUEL - Catégorie A | 4 | 6 | 6 |
| CONTRACTUEL - Catégorie B | | | 1 |
| CONTRACTUEL - CDI | 4 | 4 | 10 |
| CONTRACTUEL - Contrat de projet | | 2 | 2 |
| CONTRACTUEL - Emploi Vacant | 50 | 51 | 62 |
| ETUDIANT - Stage | | 1 | 0 |
| STAGIAIRE | 10 | 30 | 20 |
| TITULAIRE (FPT) | 187 | 180 | 183 |
| Total général | 255 | 274 | 284 |



Décomposition par Age

Répartition Femme : Homme

70% de femmes ;
30% d'hommes.



SYNTHESE

Ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit dans le cadre d'une prospective financière établie et bâtie sur un plan pluriannuel d'investissement.

Les arbitrages budgétaires en section d'investissement ont été proposés avec pour principal objectif de ne pas dégrader le ratio d'endettement. Ainsi, le montant des investissements hors PPI est réduit à 5 000 K€ sur la période 2023-2026, permettant de moins recourir à l'emprunt.

Les projets « Création d'une déchèterie à plat » et « Aire d'accueil des gens du voyage » ne sont pas intégrés à ce jour dans le PPI. Sur l'exercice 2023, dans le cadre de l'enveloppe Investissements hors PPI, pourront être ouverts les crédits nécessaires à la conduite des projets. Dès lors que les projets, tant en termes d'enveloppe financière que de financements, seront suffisamment aboutis, ils pourront faire l'objet d'une autorisation de programme. De plus, les crédits nécessaires à l'extension de la maison de santé de Mesnils-sur-Iton feront également l'objet d'une inscription hors PPI à hauteur de 150 000 euros.

La fiscalité directe ne subira aucune hausse des taux.
Néanmoins, une augmentation de la tarification par les usagers doit être envisagée.

Parallèlement, l'ouverture de nouveaux équipements structurants (accueil de loisirs à Breteuil, maisons de santé,...), ainsi que les charges occasionnées par de nouvelles compétences vont générer une augmentation du fonctionnement qu'il conviendra de financer par des recettes nouvelles.

Au regard de l'évolution des prix de l'énergie, il convient de rester prudent et de préserver des marges en section de fonctionnement afin de pouvoir amortir les chocs tarifaires.